

Réouverture des frontières

TEBBOUNE ORDONNE DE BAISSER LES FRAIS DE CONFINEMENT

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7005 LUNDI 31 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

SCANDALE AU CŒUR DU MC ALGER

Quatre joueurs suspendus par la direction

Page 24

CAMPAGNE ÉLECTORALE

LES MESURES SANITAIRES BAFOUÉES

C'est la stricte vérité: Le protocole sanitaire tel que dévoilé et préconisé par l'Autorité nationale indépendante des élections est plus que malmené et piétiné. Pratiquement, c'est la désinvolture totale dans tous les meetings, rassemblements et autres activités qu'on a eu l'occasion d'y assister durant ces premiers jours de campagne électorale. Aucun parti politique, aucune liste indépendante ne s'est soucié de l'application scrupuleuse des mesures préventives. Le respect du protocole est peu respecté, pour ne pas dire pas du tout.
Page 3



RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ALGÉRO-LIBYEN

Les propositions de la CIPA

Page 2

SAISON ESTIVALE À ANNABA

Tout est fin prêt pour le jour J

Page 4

BACHIR HAKEM, SYNDICALISTE ET PÉDAGOGUE :

«Le boycott des examens n'est pas qu'une menace»

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ALGÉRO-LIBYEN

Les propositions de la CIPA

Les relations économiques entre l'Algérie et la Libye s'annoncent prometteuses. Les opportunités ont été mises en exergue lors du Forum économique algéro-libyen qui s'est tenu à Alger. Les hommes d'affaires des deux pays sont déjà prêts, comme l'a affirmé Abdelouahab Ziani, président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA), lequel appelle à la création d'une zone de libre-échange et à la rupture avec l'intermédiaire entre les deux pays.



«Les hommes d'affaires sont déjà préparés et maîtrisent les voies et moyens d'entrée et de sortie des marchandises», a fait savoir Abdelouahab Ziani, hier lors de son passage sur les ondes de la Chaîne 3. «Nous sommes en pleine exploration. La volonté des hommes d'affaires y est, mais aussi celle des deux Etats», a-t-il précisé, affirmant qu'il y a une demande de part et d'autre. Selon M. Ziani, les Libyens connaissent et consomment nos produits, mais à travers un intermédiaire qu'est la Tunisie. Un intermédiaire qui coûte de l'argent et avec lequel il faut en finir. «Les Libyens demandent actuellement à traiter directement avec les Algériens», a-t-il indiqué, affirmant que «cela va se faire sur le point frontalier Debdeb-Ghadamès, qui est en voie de réouverture. Ensuite, la ligne maritime Alger-Tripoli préexistante sera réactivée». Outre les échanges commerciaux, le président de la CIPA a souligné la nécessité de penser à l'externalisation des entreprises algériennes, notamment en matière de services, mais aussi à attirer les IDE libyens, qui serait possible avec l'ouverture des frontières, l'ouverture d'une ligne aérienne quotidienne mais surtout d'une ligne maritime. L'accompagnement de cette démarche par les politiciens a été également souligné par l'intervenant, lequel estime que «les économistes sont en avance et les politiciens en retard par rapport à l'économie».

Il a aussi souligné la nécessité de légaliser le circuit informel qui est très important car, selon lui, le flux commercial existe mais il est dominé par l'informel. «La fuite de nos produits, présents dans tous les pays du voisinage peut coûter jusqu'à 5 milliards de dollars», a-t-il précisé, d'où la nécessité d'arrêter la saignée en créant une task-force en matière fiscale. «Il faut diminuer de la fiscalité pour exporter aisément et laisser les gens du marché parallèle intégrer notre marché réel et gagner de l'argent», a préconisé l'invité de la rédaction de la Chaine 3, citant un certain nombre de secteurs d'activité où la Libye exprime un grand besoin. Il a cité, entre autres, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques, agricoles et agroalimentaires. «Il y a une forte demande de la part des Libyens qu'on peut transformer en un grand partenariat entre l'Algérie et la Libye», a-t-il indiqué, signalant la nécessité d'attirer les Libyens vers nos plates-formes activant à Debdeb, In Salah et In Aménas, où des zones industrielles existent. L'Algérie doit donc se faire une place parmi les autres.

Lilia Aït Akli

Nadjla al-Mangouche salue les efforts de l'Algérie

LA MINISTRE des Affaires étrangères du Gouvernement libyen d'union nationale, Nadjla al-Mangouche a salué, dimanche à Alger, «le rôle constant de l'Algérie» et «ses efforts inlassables pour préserver la souveraineté libyenne».

«Nous saluons le rôle constant de l'Algérie et ses efforts inlassables pour préserver la souveraineté libyenne, son intégrité territoriale et son indépendance en sus de sa solidarité pleine pour réaliser la réconciliation nationale», a déclaré Mme. al-Mangouche au terme de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. Elle a salué «le rôle positif» de l'Algérie et son accompagnement du processus onusien dans le cadre des résultats de l'accord de Genève «qui s'était couronné par l'élection présidentielle du 24 décembre 2021 sur des bases constitutionnelles».

«Le renforcement des voies de coopération bilatérale entre nous requiert d'intensifier les efforts et accorder davantage d'intérêt au développement de nos relations, mais également aplanir tous les obstacles qui entravent la réalisation d'une coopération économique et d'un échange commercial efficace», a-t-elle indiqué.

«M. Boukadoum a coopéré avec nous dans ce domaine et accepté d'ouvrir le poste frontalier de Deb Deb qui constitue un point vital entre l'Algérie et la Libye. Il nous a, également, promis d'ouvrir incessamment un autre poste frontalier pour faciliter les voies de coopération entre les deux pays», a souligné la ministre libyenne saluant «cette coopération et la souplesse dans la réponse aux demandes libyennes en cette conjoncture». Elle a, en outre, indiqué avoir évoqué avec M. Boukadoum la «relance de la tenue de la grande Commission mixte et de l'organiser à l'avenir au niveau ministériel», pour examiner «plusieurs dossiers prioritaires relatifs aux secteurs du commerce, de la sécurité, de la santé, de la migration clandestine et les voies de coopération dans la sécurisation des frontières ainsi que l'activation des conventions sécuritaires en vue de renforcer les liens de coopération sécuritaire», a-t-elle précisé.

La ministre libyenne a adressé ses remerciements à l'Algérie, «mon deuxième pays» ainsi qu'à son homologue algérien pour le bon accueil et l'hospitalité qui lui ont été réservés, et pour lui avoir donné l'occasion de discuter des différents problèmes et obstacles soulevés par la partie libyenne, saluant le soutien de M. Boukadoum dans ce sens.

Les rencontres bilatérales qui ont regroupé des membres du gouvernement algérien et leurs homologues libyens ont concerné les secteurs de l'Intérieur, du Travail et de la sécurité sociale, des Transports et des travaux publics, de la Santé, des Finances et de l'Energie.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud s'est entretenu, dimanche, avec son homologue libyen Khaled Tijani Mazen.

Les entretiens se sont déroulés en marge de la visite officielle en Algérie du chef du gouvernement d'Union nationale, Abdelhamid Dbeibah.

S.O. B.

EMPLOI

Accord pour réactiver les accords signés entre l'Algérie et la Libye

LE MINISTRE libyen du Travail et de la Réhabilitation, Ali al-Abed Al-Reda Abu Azoum, a fait savoir dimanche à Alger qu'un accord avait été trouvé pour la réactivation des accords déjà signés par l'Algérie et la Libye dans le secteur du travail et de l'emploi, et de «tirer profit de l'expérience de l'Algérie» dans ce secteur.

S'exprimant au terme d'une rencontre avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El hachemi Djaaboub, à l'occasion de la visite officielle du Chef du Gouvernement d'unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah en Algérie, le ministre du travail libyen a relevé que cette réunion avait «permis d'échanger les idées et les vues» et a abouti à un accord pour la «réactivation des accords de coopération déjà signés par l'Algérie et la Libye dans le domaine de l'emploi et du travail».

Le responsable libyen a également affirmé qu'il a été convenu de «bénéficier de l'expérience de l'Algérie» dans le secteur du travail et de l'emploi, révélant que «les deux parties sont tombées d'accord sur le lancement d'une initiative conjointe entre les instances de l'emploi en Algérie et leurs homologues libyennes».

Il a salué, par la même occasion, le soutien apporté par l'Algérie à son pays.

Pour sa part, M. Djaaboube a indiqué que cette réunion a été l'occasion d'échanger les vues sur «la réactivation des accords conclus entre l'Algérie et la Libye» dans son secteur, soulignant que les perspectives de coopération entre les deux pays «sont prometteuses et qu'il existe des opportunités pour les Algériens d'aller travailler en Libye» qui propose à l'Algérie - a-t-il dit- des opportunités d'emploi dans les secteurs des hydrocarbures, de la mécanique et des grandes industries».

A cette occasion, il a également été convenu - selon le ministre- «de relancer la coopération pour aider les frères libyens dans la formation et le recyclage en Algérie». Le Chef du Gouvernement d'unité nationale libyen, Abdelhamid Dbeibah, avait entamé, samedi soir, une visite officielle de deux jours en Algérie à la tête d'une importante délégation ministérielle.

S.O.B.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les mesures sanitaires bafouées

C'est la stricte vérité: Le protocole sanitaire tel que dévoilé et préconisé par l'Autorité nationale indépendante des élections est plus que malmené et piétiné. Pratiquement, c'est la désinvolture totale dans tous les meetings, rassemblements et autres activités qu'on a eu l'occasion d'y assister durant ces premiers jours de campagne électorale. Aucun parti politique, aucune liste indépendante ne s'est soucié de l'application scrupuleuse des mesures préventives. Le respect du protocole est peu respecté, pour ne pas dire pas du tout.

Qu'on en juge: Des dépliants ou autocollants de candidats sont distribués le plus normalement dans les rues et boulevards, sans aucun souci ou respect de règles d'hygiène, présence de foules nombreuses et compactes dans des petites salles pour assister à des discours ou des présentations de candidats, des actions de proximité et des rencontres initiées par de futurs élus dans des cafés exigus et des marchés populaires, sans ports de masques et sans distanciation.

La liste de ces impairs est vraiment longue. Les infractions sont tellement nombreuses qu'il serait fastidieux de les étaler encore davantage.

Et pour des observateurs avertis, il s'agit ici soit d'une flagrante ignorance des impératifs dans la préservation de la santé publique et des recommandations des autorités sanitaires dans la lutte contre la pandémie du coronavirus; soit d'un mépris outrageant contre tout ce que préconise l'ANIE.

Cette dernière, censée être aux avants garde de cette démarche de protection semble être dépassée, démunie et complètement absente. Son propre protocole sanitaire a été bafoué. Pourtant, l'instance de Charfi a mobilisé d'importants fonds et un budget



conséquent, a recruté des équipes médicales et des staffs spécialisés dans le respect des mesures de prévention, payé des médecins et des personnels qualifiés et dégagé un gros budget pour cette action de salubrité publique.

Ou sont passé ses staffs médicaux, pompeusement présentés comme une belle parade anti-Covid-19, par le président de l'ANIE, lors de sa conférence de presse à la veille du lancement de la campagne électorale? Pourtant, on ne demandait rien aux organisateurs que la disponibilité du gel hydroalcoolique, de bavettes protectrices et le respect de la distanciation physique. Pourquoi les délégués de l'ANIE n'ont pas fait leur boulot, en interdisant le meeting ou en avertissant d'une manière sévère les organisateurs?

Exemples de ces infractions qui dénotent la grande légèreté des partis politiques et des potentiels parlementaires: Lors de la présentation de son programme électoral, il y a une semaine, la présidente de Tajamou Amal El-Djazair» (TAJ), Fatma-Zohra Zerouati, a réuni au siège du parti à Alger la presse et des militants, en omettant, toutefois, d'imposer les mesures préventives en vigueur.

A la salle omnisports de Ain Benian (Alger), le président de «Djabhat Ennidhal», Abdellah Haddad, en dépit de la disponibilité des places, l'assistance a préféré s'agglutiner dans un même périmètre plutôt que de recourir à la distanciation physique. C'est le cas du Front Moustakbal de Belaid Abdelaziz, dont le rassemblement à Mostaganem a été marqué par le non-respect de la distanciation, bien que les présents portaient des masques.

Lors d'une rencontre à Tissemssilt, animée par le président de Djabhat El-Dajazir El-Djadida, Djamel Ben Abdesslem, ces précautions n'ont été qu'en partie imposées, tandis que lors du meeting du secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni à El-Kala, les citoyens étaient collés les uns aux autres. Même constat chez le FLN dans ses différents rassemblements.

Pire encore, il a été constaté l'absence quasi totale des règles du protocole sanitaire lors du meeting du président du Mouvement de la Société pour la Paix, Abderrezak Mokri à Beni Abbés, lequel s'est déroulé dans une salle trop étroite pour la nombreuse assistance. Dans ce cas précis, la salle a accueillie quatre fois plus que sa contenance.

S'il faut relever que les sorties de proximité et les rencontres directes avec les foules sont difficiles, voire impossible à gérer, les partis politiques devraient être mieux disciplinés dans les salles, ou la maitrise de l'assistance est plus facile, mieux contrôlée.

Certains responsables de ces formations politiques considèrent plus sécurisant pour les citoyens de tenir des rencontres de proximité en plein air qu'en espaces clos, notamment si le nombre des sympathisants et militants des organisations se comptent par centaines ou par milliers. Lors de la conférence-bilan, animée jeudi dernier, par le président de l'ANIE, Mohamedi Charfi, ce dernier a exprimé son «satisfécit» quant au déroulement de la 1ére semaine de la campagne électorale, arguant de «l'absence de signalements et de dépassements» de la charte d'éthique y afférente et faisant état, s'agissant du respect du protocole sanitaire, de «quelques avertissements verbaux pour, essentiellement, non-respect de la distanciation physique».

Mohamed Kouini

LÉGISLATIVES

Le RND mise sur le développement économique du pays

LE SECRÉTAIRE général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, a déclaré, dimanche à Bechar, que le «nouveau RND a pour message le développement économique de l'Algérie».

Animant un meeting à la Maison de la culture «Mohamed Kadi», dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives du 12 juin, M. Zitouni a indiqué que «le nouveau RND a pour message et démarche le développement économique de l'Algérie, qui dispose d'importantes ressources et richesses économiques et naturelles pouvant en faire un grand pays économique en Afrique».

«Les prochaines étapes et luttes politiques exigent que nous militions pour le développement économique du pays, à travers l'exploitation, pour le bien de la population, de l'ensemble de nos richesses économiques dont les mines, le tourisme et l'agriculture, dans le but de créer de l'emploi et de la richesse», a-t-il souligné.

«Nous nous engageons à changer le mode de gestion des collectivités et donner une nouvelle vision du développement à travers le renforcement des moyens humains et logistiques pour l'exploitation des potentialités économiques des collectivités locales».

«Le nouveau RND est favorable à l'octroi aux élus locaux de plus de prérogatives pour qu'ils puissent proposer des projets économiques et trouver les voies et moyens de leur financement», a déclaré M. Zitouni pour qui «les élus locaux doivent contribuer réellement au développement économique de leur région ou circonscription électorale et ne pas se limiter à des taches classiques».

Il a relevé aussi l'importance à accorder au renforcement des pouvoirs des élus locaux pour «servir les citoyens et répondre à leurs préoccupations etne plus être de simples gestionnaires des opérations de voiries».

M. Zitouni a appelé, en outre, à «poursuivre, sans relâche, le soutien aux institutions de l'Etat afin de préserver la stabilité et la sécurité du pays et contrecarrer toutes les manœuvres visant sa sécurité et son unité», réitérant également son appel pour la constitution d'un «pôle national rassemblant les diverses forces soucieuses de renforcer le pays et préserver le legs des Chouhada». Après avoir salué les efforts de l'Armée nationale populaire (ANP) pour la préservation de l'intégrité du pays, le SG du RND a exhorté les militants et candidats de son parti à «veiller au succès de la prochaine échéance électorale et à se rendre en force aux urnes».

M. D.

BELAID :

«Changer les mentalités pour édifier des institutions modernes»

LE PRÉSIDENT du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a appelé, dimanche à Bouira, au changement des mentalités pour édifier des institutions «fortes et modernes».

S'exprimant lors d'un meeting de campagne pour les législatives du 12 juin prochain, M. Belaid a déclaré que «tout changement provient du peuple, mais, a-t-il souligné, les mentalités doivent changer pour pouvoir progresser et développer le pays». «Le changement doit se faire par chacun de nous. Nous sommes tous responsables et nous devons agir de façon à éviter les erreurs du passé et aller de l'avant», a-t-il ajouté.

Le président du Front El Moustakbal a appelé, en outre, les Algériens à «s'unir afin de sortir l'Algérie de la crise et lutter contre tous les fléaux qui rongent la vie sociale et politique depuis plus de vingt ans», en mettant l'accent l'importance des prochaines législatives.

Il a soutenu, à ce propos, que la mise en place du prochain Parlement «constitue une étape cruciale pour l'avenir du pays», ajoutant que «le choix des élus doit se faire sur la base des compétences, afin qu'ils puissent relever le défi d'établir des lois et de surveiller l'appareil exécutif».

Par ailleurs, Abdelaziz Belaid a appelé les citoyens à mépriser tout acte de violence ou actions anti-démocratiques afin de préserver la stabilité du pays, dénonçant à ce propos, «les campagnes menées depuis l'étranger par certaines personnes pour tenter de diviser les rangs et semer la fitna». Il a souligné à cet égard, que «l'Algérie est unie, et personne ne pourra la déstabiliser».

S. N.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les élèves ayant des incapacités légères peuvent suivre une formation qualifiante

LA MINISTRE de la Formation professionnelle et de l'apprentissage, Hayem Benfreha, a récemment publié une instruction destinée aux directeurs des instituts et centres de formation professionnelle, indiquant que les personnes ayant un handicap léger et qui sont en retard à l'école peuvent pratiquer une formation qualifiante qui leur permet d'acquérir des compétences professionnelles.

Selon l'instruction adressée aux directeurs des instituts et centres de formation professionnelle à travers le pays, cette procédure s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de formation et d'enseignement professionnels visant à réaliser le principe d'égalité dans l'inscription de tous les groupes sociaux à la formation et à la formation professionnelle. Le secteur de l'éducation contribue également par la réadaptation à l'inclusion des personnes ayant une déficience intellectuelle légère qui sont en retard à l'école, dans la vie professionnelle et sociale, dans le but de participer de manière autonome à la création de richesse. Selon le texte de l'instruction, cette décision inclut les personnes en retard à l'école et les enfants ayant une déficience intellectuelle légère qui ont suivi un programme d'études leur garantissant un pourcentage d'autonomie et la capacité de suivre une formation qualifiante, ou le processus se fait dans le cadre de la coordination entre les responsables des institutions affiliées au Secteur de la Solidarité Nationale ou des associations actives sur le terrain, en coordination et en concertation avec les responsables des établissements de formation professionnelle et d'enseignement sur les méthodes et procédures pour assurer leur formation, avant même d'inscrire les retardataires scolaires sur le portail du net «Mihnati» et après avoir effectué les démarches d'inscription sur la page via le net, le dossier administratif et médical est déposé au niveau de l'établissement de formation.

Dans le même contexte, la ministre de la Formation professionnelle et de l' apprentissage a demandé, dans la même instruction, de joindre le dossier du candidat à une fiche complète comprenant toutes les données sur le soutien psychologique et le parcours académique, ainsi que l'attestation du médecin traitant prouvant que l'intéressé est en mesure de suivre une formation qualifiante, et le candidat est soumis à un processus de sélection préalable par l'institution affiliée Au ministère de la Solidarité nationale ou à l'association active dans le domaine afin de déterminer les capacités et les préparatifs du candidat , et dans le même contexte il oriente les personnes en retard scolaire selon l'instruction précitée vers des formations de qualification initiale simples à la mesure de la nature de leur handicap et du niveau d'éducation obtenu, ainsi que des schémas de formation adaptés à leurs capacités physiques et intellectuelles. afin d'assurer le taux de réussite le plus élevé dans les formations, telles que les spécialités de l'horticulture, de la confiserie traditionnelle et de la poterie, tandis que la nomination des candidats qui se sont révélés incapables de suivre une formation professionnelle, ces derniers sont orientée vers les services de la solidarité nationale pour les parrainer.

T. Bouhamidi

SAISON ESTIVALE À ANNABA

Tout est fin prêt pour le jour «J»

Le wali d'Annaba, Djamel-Eddine Berrimi, a effectué en fin de semaine une visite surprise afin de s'enquérir de visu de l'état des plages de la Coquette en vue de la prochaine ouverture de la saison estivale.



Accompagné des P/APC des douze communes de la wilaya d'Annaba, le wali a donné des instructions techniques concernant le respect des cahiers des charges portant sur la concession des espaces au niveau des plages et le droit du citoyen pour y accéder gratuitement et sans aucune entrave.

Il a par ailleurs insisté, dans un dialogue avec les riverains, sur l'interdiction de squatter le sable par l'installation de parasols pour chasser les estivants et les contraindre à aller s'installer ailleurs que sur les plages. Cette pratique se faisait régulièrement par le passé dans une impunité totale. Aussi, le wali a annoncé qu'une enveloppe financière a été dégagée sur le budget de la wilaya pour garantir le bon déroulement de la saison estivale.

Cette enveloppe servira aux opérations de nettoyage des plages et des parkings, à la mise en place des sanitaires ainsi qu'à l'amélioration de plusieurs autres services. La pandémie de coronavirus étant toujours présente, le premier responsable de l'exécutif a longuement insisté sur le respect des mesures préventives et l'analyse quotidienne de l'eau de baignade. Il a également insisté sur le contrôle des conditions d'accueil par les concessionnaires censés mettre à la disposition des citoyens des équipements répondant notamment aux normes requises en matière de sécurité. Ces contrôles seront scrupuleusement observés à travers les 21 plages d'Annaba autorisés à la baignade, a encore indiqué le wali.

Par ailleurs, malgré l'absence d'infrastructures hôtelières importantes à Chetaibi, d'importantes activités estivales sont au programme pour cette localité. A quand la réhabilitation de Chetaibi, la belle parmi les plus belles ?

CHETAIBI, LA PLUS BELLE BAIE AU MONDE

Alors qu'il est, depuis très longtemps, question de sa classification parmi les plus belles baies au monde, du moins à en juger par les correspondances adressées par les instances locales à l'Unesco, la baie de Chetaibi n'a que sa beauté à offrir aux visiteurs. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à visiter la région, louant, faute d'infrastructures hôtelières, les demeures des riverains, que ces derniers cèdent à bon prix durant les trois mois de l'été.

Les propriétaires partent, pour leur part, dans les douars avoisinants, parmi les leurs. Attirés par le calme de Chetaibi et ses paysages enchanteurs, ces inconditionnels de la région arrivent de différentes régions du pays dès le mois de juin, dans le petit village typique perché sur la montagne.

Les habitués reviennent chaque saison en drainant de nouveaux touristes.

Cette formule de vacances, positive à plus d'un titre selon les déclarations faites l'année dernière par l'ex-directeur du tourisme d'Annaba qui a parlé de «convivialité entre les habitants de la région et les visiteurs à travers les différentes régions du pays», aurait cependant eu une plus grande efficacité avec la mise en place d'un office du tourisme à Chetaibi. Ce dernier «aurait été le trait d'union entre les vacanciers désirant louer à Chetaibi et les personnes offrant des logements à la location pendant l'été».

A l'époque, il était même question, devant l'ampleur du phénomène constaté dans ce petit village, de promouvoir, à titre expérimental, la formule d'accueil «Chez l'hôte». Mais les initiatives se sont arrêtées là, et faute d'organisation de la part des services officiels, les citoyens se débrouillent comme ils peuvent, partagent les coordonnés des personnes louant leurs logements et organisent leurs vacances à deux ou trois familles pour le même logement afin de réduire les coûts. Les prix, au fil des ans, même s'ils restent compétitifs, ont grimpé.

Actuellement, un simple deux-pièces est généralement loué entre 50 000 et 100 000 dinars le mois alors que les maisons individuelles sont proposées à plus de 150 000 DA le mois.

Nabil Chaoui

MÉDÉA

Début de la moisson du colza oléagineux

C'EST à partir de l'exploitation agricole Benachour de Béni-Slimane, 60 km à l'est du chef-lieu de wilaya, que le coup d'envoi de la campagne de moisson du colza oléagineux a été donné, dimanche, par le wali de Médéa, Djahid Mous. Pour cette première campagne de moisson du colza, toutes les dispositions ont été prises, notamment en ce qui concerne la mobilisation de moissonneuses et la détermination des points de collecte et de stockage de la production pour faciliter le transport et l'acheminement de la récolte vers les unités de transformation.

Outre la livraison du produit, dont le prix de vente est de 7500 DA le quintal, la production du colza, dont c'est la 1è expérience d'assolement dans la région où des rendements variant entre 30 et 40 quintaux à l'hectare ont été enregistrés. Pour cette première campagne 2020/2021, une superficie de 112 2 00 ha a été réservée à la semence du colza oléagineux à travers la wilaya où 32 agriculteurs parmi, principalement, les céréaliculteurs ont participé à cette expérience, dans le but de l'assolement biennal de leurs terres mettant fin à la pratique de la jachère. Le wali a profité de la rencontre avec les fellahs pour les exhorter à plus d'efforts pour l'encouragement de l'industrie de transformation et de la promotion des oléagineux pour réduire la facture d'importation du pays en matière d'huile, de sucre et d'aliments de bétail.

Il faut rappeler que l'expérience est lancée dans la région pour développer la culture du colza, «dans le cadre de la stratégie du ministère de l'agriculture et du développement rural 2020/2024 visant à réduire la facture d'importation des huiles végétales et de l'accompagnement technique et le soutien des fellahs investisseurs».

La culture du colza que l'Algérie entend développer a pour but de «contribuer à réduire la facture des importations des huiles et des fourrages sur les terres incultes, car la plante a de longues racines qui contribuent à la fertilisation du sol et l'amélioration de ses rendements et dont les restes, riches en protéines, sont utilisés après l'opération d'extraction de l'huile, comme aliment de bétail et de volailles, est-t-il indiqué.

De Médéa, Nabil B.

BACHIR HAKEM, SYNDICALISTE ET PÉDAGOGUE :

«Des solutions doivent être trouvées au lieu d'opter pour une politique de division»

Plus que quelques jours avant la fin de l'année scolaire. Cette fin d'année mouvementée a un goût d'inachevée, surtout que les cours ont été fortement perturbés à cause des mouvements de protestation. L'affaire des enseignantes agressées à Bordj Badji Mokhtar est venue accentuer la crise qui secoue le secteur. Le ministre de tutelle, qui tente de calmer les esprits, n'a toujours pas réussi à gagner la confiance du partenaire social. Le syndicaliste et ancien professeur de mathématiques, Bachir Hakem, tente, à travers cet entretien accordé au Jeune Indépendant*, de faire une évaluation de cette année particulière et donner un aperçu de ce qui attend la scolarité de nos enfants l'an prochain.*

Le Jeune Indépendant : ***En application des orientations du président de la République, le ministre de l'Education a engagé une série de rencontres en vue de trouver un terrain d'entente avec les syndicats du secteur. Ces derniers ne semblent pas convaincus et menacent de boycotter les examens de fin d'année. A votre avis, pourquoi ces efforts de concertation n'aboutissent-ils pas***

Bachir Hakem : L'accumulation des problèmes de l'éducation et le fait que les revendications n'aient pas été satisfaites, et ce depuis des années, ont poussé les travailleurs de l'éducation à se rebeller cette année à quelques semaines des examens de fin d'année. Et comme toujours, faute de ne pas donner des solutions concrètes au dernier soulèvement des travailleurs de l'éducation d'Oran, du 14 avril 2021, le mouvement s'est élargi à d'autres wilayas. La réponse toute trouvée des responsables est toujours la même : «Les travailleurs sont manipulés.»

Les ministres se sont succédé et n'ont jamais vraiment répondu aux attentes des travailleurs de l'éducation. Alors que si le problème du statut particulier a été posé dès les premiers mois de la nomination du ministre de l'Education, celui-ci, pour calmer la révolte, avait demandé au syndicat d'être sage car un statut particulier ne s'ouvrait pas chaque année et qu'il fallait un minimum de cinq ans pour en avoir un nouveau. Les partenaires sociaux, dans l'intérêt des élèves, avaient alors remis à plus tard leur revendication et avaient participé à une commission spécial statut particulier, laquelle a terminé ses travaux en 2017. Nous sommes en 2021 et toujours rien de nouveau. Aujourd'hui, les travailleurs ne croient plus aux promesses et aux commissions. Leur slogan est : «Pour enterrer une revendication, crée une commission».

Les orientations du président de la République ne peuvent à elles-seules satisfaire toutes les revendications dont la principale, à savoir «le pouvoir d'achat des travailleurs de l'éducation». Aujourd'hui, seule une décision financière courageuse et intelligente peut ouvrir un vrai dialogue.

Nos revendications ne datent pas d'aujourd'hui et n'ont jamais trouvé de véritables solutions. De plus, vu le nombre de syndicats corporatifs similaires, il est difficile de s'entendre, surtout que certains d'entre eux ont été créés pour diviser les rangs. Comme on dit, «Diviser pour mieux régner».

Aujourd'hui, le boycott des examens n'est pas qu'une menace mais une réalité. Nous venons d'assister dernièrement, dans certaines wilayas, au boycott du bac blanc et nous allons vers celui du baccalauréat. Alors, au lieu d'aller vers une politique de division ou d'accusation, une solution doit être trouvée.

On sent que le fossé se creuse entre les syndicats et le ministère de tutelle. Pourquoi à votre avis ? Que peuvent faire les responsables du secteur pour gagner la confiance du partenaire social ?

Je l'ai dit précédemment, un ministre nommé gère sa carrière et n'est pas nommé pour défendre son programme. Il n'a aucun pouvoir de décision. Le ministre nommé est là pour appliquer des directives. Pour regagner



la confiance des partenaires, il faut d'abord convaincre les travailleurs de l'éducation. Aujourd'hui, les travailleurs exigent du concret pour ne pas avoir à boycotter les examens de fin d'année. Alors, la balle est dans son camp.

Un ministre doit défendre son propre programme ou encore un programme auquel il croit et non gérer sa carrière.

Le mouvement de protestation du personnel de l'éducation a pris de l'ampleur. Nombreux sont les parents d'élèves qui se disent préoccupés du sort de leurs enfants scolarisés et craignent un décrochage scolaire. Quelles sont les répercussions de ces grèves récurrentes sur la concentration et l'apprentissage des élèves ?

Les parents d'élèves ont raison de s'inquiéter quant à l'avenir de leurs enfants et les crises perpétuelles dans l'école publique. D'ailleurs, plusieurs parents d'élèves qui en ont les moyens préfèrent inscrire leurs enfants dans des écoles privées, où les grèves sont inexistantes et où les conditions de scolarisation sont meilleures. Aujourd'hui, même si les parents d'élèves ont raison de s'inquiéter, ils doivent être objectifs car, dans l'accumulation des problèmes de l'éducation, c'est l'école publique qui est visée et ce ne sont pas les travailleurs de l'éducation qui en sont responsables.

Les parents d'élèves ne doivent pas se tromper d'adversaire car les victimes de ces crises dans l'éducation sont en premier lieu les élèves, puis suivent les travailleurs de l'éducation et les parents d'élèves. Tous les mouvements de protestation peuvent, avant leur annonce ou bien dès la première heure, être arrêtés si la volonté de passer une année scolaire normale existait réellement. Je peux vous donner comme exemple le soulèvement du 14 avril 2021, qui a commencé à cause d'un retard dans le versement des salaires des travailleurs dont le pouvoir d'achat est insuffisant.

Ce problème avait déjà fait l'objet, des mois auparavant, de protestations d'une ou deux heures. Ce mouvement ne s'est pas arrêté à Oran mais s'est étendu à toutes les wilayas qui vivaient le même problème et a mis à jour toutes les revendications qui, depuis des années, n'ont pas connu de réponses satisfaisantes, et ce malgré toutes les promesses. Nous sommes à la fin de mai et à 3 semaines du baccalauréat. La majorité des élèves du secondaire n'ont pas eu cours dans certaines wilayas, particulièrement dans la wilaya d'Oran.

Les élèves des wilayas qui se sont soulevées depuis le 14 avril à ce jour iront-ils aux examens du baccalauréat sans deux mois de cours ? Et les élèves des autres paliers, comment cela se passera-t-il pour leur passage avec deux mois de cours de moins par rapport aux autres élèves du pays. Aujourd'hui, aucune concertation ne peut réussir sans que les travailleurs n'obtiennent la satisfaction d'une des revendications posées qui pourrait atténuer leur pouvoir d'achat.

Ajoutons à cela que les syndicats, dont les représentants ont assisté à toutes les concertations depuis Abou Bakr Benbouzid, savent que ces rencontres ne sont que des décors pour les médias mais que, finalement, il n'y a rien de concret. Les ministres ne peuvent réussir dans leur entreprise s'ils n'ont aucun projet de programme ou le pouvoir de décision.

Nous sommes loin des ministres de l'Education des pays développés. Ici, ils sont nommés pour appliquer des directives même lorsque celles-ci ne leur conviennent pas.

Il y a un an, l'Algérie était confinée pour freiner la propagation de la pandémie de Covid-19. Les écoles avaient été fermées sur tout le territoire national pour rouvrir au mois de novembre passé. Peut-on avoir une évaluation de cette année scolaire sur le plan pédagogique ? Et peut-t-on dire que le défi a été relevé et que l'année scolaire a été réussie ?

L'année scolaire devait normalement commencer les premiers jours de septembre mais elle n'a débuté qu'au mois de novembre. Nous avions en moyenne entre la fin 2020 et le début de cette année 3 mois de retard dans la scolarité des élèves. Ajoutons à cela la séance d'une heure qui a été ramenée à 45 minutes. Ce qu'on peut dire, c'est que les travailleurs et les parents d'élèves ont fait d'énormes efforts pour limiter les dégâts qu'a provoqués la pandémie vu le retard pédagogique de l'année dernière et du début de cette année. Nous ne pouvons nier ces efforts qui, parfois, ont été consentis aux dépens de la santé de milliers de travailleurs, dont certains ont perdu la vie devant l'ingratitude de certains. Perdre des milliers de travailleurs, arrêter l'année scolaire au début du mois d'avril, les agressions des enseignantes de Bordj Badji Mokhtar ou de Biskra et d'ailleurs encore ne peut que signifier qu'on a relevé le défi ou que l'année est une réussite. Lorsque des élèves d'une wilaya n'ont pas eu cours depuis le 14 avril dernier alors que le ministre et le gouvernement étaient au courant et n'ont pas réagi faute de trouver une solution concrète, c'est un échec.

Malgré l'autosatisfaction exprimée ici et là, l'échec de l'enseignement, cette année, est patent. Qu'en pensez-vous ?

S'auto-satisfaire c'est se mentir et observer une fuite en avant. Cette année devait être une année transitoire. On a voulu en faire autre chose et la considérer comme une année normale où l'on pouvait rattraper un retard de trois mois avec des séances de 45 minutes et des élèves ayant été admis avec une moyenne de 9/20. Les résultats sont là et toutes ces erreurs vont se répercuter sur l'enseignement dans les années à venir.

Quelles perspectives pour l'école algérienne après deux années scolaires perturbées ?

Les perspectives pour les années à venir sont d'ordre structurel, pédagogique et social. Au point de vue structurel, il faut procéder à la refonte de l'éducation, revenir à l'enseignement technique, ouvrir des portes vers l'enseignement professionnel et d'autres enseignements, et ce dès le collège. Au point de vue pédagogique, il faut revoir les programme, l'orientation et le baccalauréat. Au point de vue social, il faut répondre à toutes les revendications des travailleurs de l'enseignement, revoir les critères de recrutement et d'intégration.

Quelles solutions proposez-vous ?

Faire d'abord un bilan de cet échec. Le travailleur de l'éducation doit rejoindre le secteur par conviction. C'est pourquoi les critères de recrutement doivent être revus et des critères d'intégration doivent précéder le recrutement. Des écoles de formation de qualité doivent voir le jour dans toutes les wilayas et pour toutes les matières, suivant les besoins de la wilaya, et ce pour limiter les problèmes d'hébergement des travailleurs comme c'est le cas aujourd'hui pour beaucoup d'enseignants. Il faut recruter beaucoup plus d'enseignants de spécialité et revoir les programmes pour des classes comptant au maximum 25 élèves.

Le travailleur de l'éducation doit aussi être à l'abri socialement, il est donc demandé un relèvement de son pouvoir d'achat, un statut des travailleurs de l'éducation digne, sans dysfonctionnement et redonnant plus de valeur au métier, le rehaussement de sa position au niveau national à travers un salaire digne et une autorité pédagogique.

Sur les réseaux sociaux, principalement Facebook, des parents d'élèves et des enseignants réclament le changement du programme et menacent de boycotter la rentrée scolaire et de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. Peut-on changer un programme en un temps aussi court avant la rentrée scolaire ?

Les parents d'élèves observent tous les jours la surcharge des cartables de leurs enfants et assistent aux va-et-vient de leurs enfants d'un cour particulier à un autre, sans relâche. Ils ne sont pas convaincus du rendement de ces cours. Alors, il est tout à fait normal qu'ils appellent à un allègement des programmes. Nous avons le pouvoir de changer les programmes mais cela voudra dire qu'on devra l'amputer de certains cours, et je ne pense pas que c'est la meilleure solution.

J'aurais, pour ma part, appelé à un changement de programme sans l'amputer, en faisant une refonte de l'enseignement, notamment dans le cycle secondaire qui pourrait être allongé d'une année. Nous pourrions alors avoir un baccalauréat en deux étapes. La troisième année secondaire serait réservée à la première partie et la quatrième année à la deuxième partie. A mon avis, changer un programme dans la précipitation entraînerait d'autres lacunes. Un bon changement requerrait au moins une année de travail avec des ateliers dans chaque matière et des experts, tout en tenant une conférence nationale.

Entretien réalisé par Lynda Louifi

LÉGISLATIVES

Mise en exergue des dimensions sociale et économique durant la campagne électorale

Les quotidiens édités dans l'Est du pays ont mis en exergue, dans leur livraison de l'édition d'hier, les « dimensions sociale et économique », évoquées par les animateurs de la campagne électorale pour les législatives du 12 juin prochain.

Dans ce contexte, le journal d'expression française « L'Est Républicain », édité à Annaba, a mis l'accent dans un article paru en page 5, sur la « réforme du système de santé » en faveur de laquelle plaide la majorité des partis politiques et des listes indépendantes en lice aux prochaines élections législatives et qui se trouve « au cœur des programmes électoraux » défendus par les animateurs de la campagne électorale.
L'auteur de l'article a relevé ainsi la « nécessaire réalisation de nouvelles infrastructures hospitalières » à même de répondre à la croissance démographique du pays, et « l'impérative coordination et complémentarité » entre les secteurs public et privé dans le domaine de la santé soulignée par les partis politiques et les indépendants au cours de la première moitié de la campagne électorale.
Le même journal a également relayé les déclarations du président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, lors d'un meeting animé avant-hier, à Souk Ahras, au cours duquel ce responsable politique a relevé « la nécessité de valoriser les capacités économiques et touristiques des wilayas frontalières ».
Se référant aux animateurs de la campagne électorale, le journal d'expression française « Seybouse Times », édité à Annaba, a souligné de son côté, dans un article consacré à la « libéralisation de l'investissement productif », que l'objectif est important pour de nombreuses formations politiques qui appellent à « assurer un climat d'investissement attractif ».
Le quotidien public arabophone « Annasr », édité à Constantine, a également rapporté les propos du président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Makri, qui a considéré hier (samedi) à Oum El-Bouaghi, que la relance des projets et la construction de structures économiques restent « tributaires de l'amélioration du climat des affaires ».
De son côté, le quotidien en langue arabe « Ayn El Djazair », publié à Constantine, a relayé les déclarations du président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, lors d'un meeting tenu hier à Tlemcen, dans lequel ce responsable politique a fait état de « décisions importantes » qui seront prises si sa formation obtient la majorité dans la prochaine Assemblée nationale populaire, en procédant notamment à la « révision de la carte économique en accord avec le président de la République ».
Dans sa livraison de dimanche, « Le Quotidien de Constantine », s'est penché pour sa part, sur « la présence remarquable de femmes journalistes » sur les listes indépendantes en lice pour les législatives du 12 juin prochain à Constantine.

EL TARF

Les procédures de gestion et d'exploitation du corail rouge, objet d'un atelier

LES TRAVAUX d'un atelier relatif aux procédures de gestion et d'exploitation du corail rouge se poursuivent pour la deuxième journée consécutive au niveau de l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture (EFTPA) d'El Kala (wilaya d'El Tarf), a indiqué avant-hier, le directeur de l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture (ANDPA).
Organisée à l'initiative de ce même organisme, cet atelier pratique auquel participent trois directeurs centraux, des responsables locaux de l'ANDPA et des Ecoles de pêche de Collo (Skikda), Annaba et Jijel, vise à « uniformiser les procédures de gestion d'exploitation du corail depuis l'adjudication jusqu'à la commercialisation, en prévision de la prochaine réouverture de l'exploitation de ce produit de la mer », a affirmé Naim Belakri.
Un exercice de simulation consacré à l'explication des différentes étapes suivies dans ce domaine et à la standardisation des documents concernés (déclaration sommaire, documents de traçabilité du produit, registres de plongée, ouverture des plis, autorisations de pêche) a été suivi par les participants en vue de les former aux procédures et assurer une même compréhension des tâches assignées, a précisé le même responsable.
Cet atelier qui a vu la participation d'une trentaine de responsables de Chambres de pêche et d'aquaculture et de directions de ressources halieutiques, relevant des wilayas de Skikda, Annaba, Jijel et El Tarf, a été mis à profit également pour expliquer les « méthodes d'élaboration des PV de la Commission générale de la pêche, en sus de déterminer la mission assignée à chaque intervenant lors de la période de concession, et la préparation des moyens humains et logistiques au niveau des wilayas concernées », a-t-on précisé. D'autres ateliers, encadrés par les cadres formés durant ces deux jours, seront prochainement organisés au profit de futurs exploitants et professionnels désirant participer à l'adjudication, a indiqué M. Belakri.
La pêche du corail rouge sera rouverte « durant l'année en cours », a indiqué le même responsable, rappelant que toutes les conditions seront réunies, conformément à l'annonce faite par le ministre de tutelle lors de sa dernière visite de travail dans la wilaya d'El Tarf.
Une fois relancée, cette activité qui a été suspendue deux décennies durant, sera pratiquée au niveau des zones Est et Ouest du pays, englobant 10 périmètres dont trois à El Tarf.
Chaque périmètre sera attribué à 30 concessionnaires avec un délai d'exploitation de cinq ans et une « quantité de pêche autorisée minimale de 100 kg/an », a rappelé le directeur de l'ANDPA.

DJANET

Faire réussir le prochain rendez-vous électoral

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El-Fadhl Baâdji, a appelé, depuis Djanet, à une large participation aux prochaines législatives pour faire réussir ce rendez-vous électoral et barrer la route aux forces qui cherchent à entraver le processus électoral. Animant, samedi soir, un meeting de campagne pour les législatives du 12 juin prochain, M. Baâdji a mis l'accent sur l'importance de d'adhésion à cette démarche visant à « faire réussir cet évènement politique en vue de faire face aux menaces de parties hostiles cherchant, de l'intérieur et de l'étranger, à semer le trouble dans le processus démocratique dans le pays, notamment à la veille d'une échéance électorale ».
Il a souligné, à ce titre, que « toutes les garanties sont offertes pour assurer la réussite de cet important rendez-vous et aller vers des élections transparentes et propres ». « Le FLN a adopté dans son programme électoral pour une stratégie prévoyant de profondes réformes sociales à travers un traitement réaliste de tous les problèmes, notamment de développement, en rapport direct avec la vie du citoyen », a-t-il dit. Parmi les autres objectifs du parti, il a évoqué « la promotion du cadre juridique du Parlement de façon à renforcer son rôle pour la réforme politique des institutions de l'Etat ». L'intervenant a, par ailleurs, abordé le rôle des jeunes dans la vie politique, en tant que force vive sur laquelle mise le FLN en vue d'assumer des rôles importants sur la scène politique, assurant, à ce propos, que le parti compte plus de 1.300 jeunes sur ses listes de candidatures. Un chiffre qui démontre, selon lui, l'importance qu'attache son parti à cette catégorie en tant que « partenaire et ressource humaine essentiels pour la concrétisation de la stabilité politique et sociale ». M. Baâdji a appelé, au terme de son intervention, à soutenir la cause palestinienne et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

TÉBESSA

Reprise des « fouilles de sauvetage » sur le site archéologique de Tiféche

LES SERVICES de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Tébessa ont repris les « fouilles de sauvetage » sur le site archéologique de Tiféche, dans la commune de Negrine (160 km au Sud du chef-lieu), a indiqué samedi le responsable de cette direction, Djamel Eddine Abidi.
« Après l'arrêt des travaux l'année passée, suite à la pandémie de la Covid-19, les fouilles ont repris et se poursuivront durant la période comprise entre le 27 mai courant et le 12 juin prochain, conformément aux directives du ministère de tutelle », a précisé le même responsable.
Une équipe de chercheurs archéologiques a ainsi repris les fouilles sur ce site à la recherche d'éventuels vestiges qui seront étudiés et conservés au musée local, a fait savoir la même source.
Cette équipe se compose du Dr. Ilyès Arifi, chercheur au Centre nationale de recherche en archéologie (CNRA), Karim Tighermine du même centre et Mehrane Salmi, coordinateur du patrimoine culturel à la direction de la culture de Tébessa, en plus d'autres chercheurs en archéologie, a précisé M. Abidi.
Pour rappel, un citoyen a découvert, en janvier 2020, une mosaïque dont une partie avait été endommagée au cours des travaux de creusage qu'il effectuait dans sa ferme, dans la région de Tiféche, connue pour la richesse de ses vestiges appartenant aux différentes civilisations qui se sont succédées dans la région, a rappelé le directeur de la culture.
La découverte a été signalée aux services de la culture et une équipe d'experts du CNRA avait été aussitôt dépêchée pour procéder à son examen et à sa datation.
Les premières constations, à l'époque, avaient mis en relief que cette mosaïque servait de pavage à la chambre chaude de thermes romains datant du IV ème ou du V ème siècle.

ILLIZI

Lancement d'un programme «spécial» pour booster le sport scolaire

UN PROGRAMME « spécial » visant à booster le sport en milieu scolaire vient d'être lancé dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris avant-hier, des initiateurs du projet.
L'opération, dont le coup d'envoi a été donné au niveau de la salle omnisports du chef-lieu de wilaya, intervient en application de la feuille de route adoptée conjointement par les secteurs de la Jeunesse et des Sports et l'Education nationale dans le but de développer et promouvoir les activités physiques et sportives en milieu scolaire, ont-ils souligné.
Le programme s'articule autour de la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et logistiques afin d'assurer l'encadrement pédagogique et l'espace approprié en milieu scolaire, a-t-on fait savoir.
Il s'agit aussi d'inciter les élèves issus des trois paliers scolaires à pratiquer le sport dans les différentes disciplines proposées et de programmer des compétitions individuelles et collectives entre les établissements éducatifs de la wilaya, a indiqué le président de la ligue de wilaya de sport scolaire, Samir Belarabi.
Le programme sportif vise également « à donner un nouvel essor au sport scolaire, considéré aujourd'hui comme pépinière de sportifs talentueux, tout en assurant une bonne formation et l'accompagnement nécessaires aux jeunes, » a-t-il précisé. Elle se veut aussi une contribution dans l'encrage de la culture sportive en milieu scolaire et promouvoir l'esprit de citoyenneté chez les élèves, a-t-il souligné.

R.R

PRÉVU EN LIGNE ENTRE LE 9 ET LE 15 JUIN

L'Ambassade d'Espagne lance un séminaire sur le journalisme illustré

Dans le prolongement de la première session organisée en novembre 2020 visant à encourager l'intérêt des étudiants et professionnels des médias pour le dessin journalistique narratif, un appel à candidature pour l'organisation du troisième cycle de cours et de séminaires en ligne sur, cette fois-ci, le journalisme et la bande dessinée vient d'être lancé par l'Ambassade d'Espagne en Algérie en collaboration avec les Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran.

Intitulé de « l'idée et du scénario au dessin et à l'édition d'une publication » ce nouveau cycle de formation sur le journalisme dessiné s'articulera autour les nouvelles possibilités pratiques du nouveau journalisme illustré, apprend-on des organisateurs. L'adhésion au cours en ligne prévus entre le 9 et le 15 juin sur la plateforme Zoom est gratuite, précise-t-on, par ailleurs.

La session prévue en ligne, cours et atelier, tournera autour de la créativité et l'innovation d'un journalisme culturel dessiné. Elle a été proposée par Père Ortin, journaliste, documentaliste et directeur de la revue espagnole Altaïr magazine. Le programme en cinq sessions tentera de donner des clés au journaliste dessinateur pour la création d'une œuvre journalistique illustrée. Ainsi, de l'idée et son développement jusqu'au rassemblement et la publication de l'histoire, en passant par les techniques utilisées pour le dessin, des exemples pratiques



seront présentés lors de masterclass.

Tout au long des cours, les participants seront invités à rencontrer en ligne deux professionnels de la bande dessinée : Ramón Esono (artiste dessinateur équato-guinéen de bandes dessinées) et Mario Trigo, dessinateur et directeur artistique espagnol.

Un projet devra sanctionner la formation. A la fin du séminaire, les participants ayant assisté à toutes les sessions seront appelés à réaliser un projet de leur propre création sur le thème proposé par le formateur comme s'il devait être présenté à un éditeur pour son éventuelle publication. Le meilleur projet sera supervisé et publié dans d'éventuels magazines en Espagne. Les organisateurs précisent en outre qu'ils se réservent le droit de ne publier aucun travail si le niveau souhaité n'est pas atteint. Les personnes intéressées devront envoyer un courrier avec un court curriculum à : secarg@cervantes.es. Les organisateurs mettent en outre à la disposition des personnes intéressées une page Facebook : https://www.facebook.com/InstitutoCervantesdeArgel.

A. B.

DANS LE BUT DE LES SENSIBILISER AU TOURISME DURABLE

Sortie pédagogique à la Casbah d'Alger au profit des écoliers

UNE SORTIE pédagogique au profit d'une trentaine d'écoliers a été organisée ce samedi à la Casbah d'Alger et au Centre des arts du Palais des raïs- Bastion 23 à Alger par l'organisation nationale du tourisme durable afin de faire découvrir aux enfants la richesse du patrimoine de leur ville et les sensibiliser au tourisme durable.

Les participants ont fait une halte à la citadelle d'Alger, récemment restaurée en partie et ouverte au public, avant de découvrir le circuit touristique de la Casbah d'Alger, ses maisons et palais, ses sites historiques de la bataille d'Alger, ses musées et ses artisans.

La visite du Musée Ali Ammar dit «Ali La pointe» et de Dar Mustapha Pacha, musée national de l'enluminure et de la calligraphie, était également au programme de cette sortie en plus d'une halte dans l'atelier et la maison de l'ébéniste Khaled Mahiout dans la haute Casbah.

Les écoliers ont également visité les trois palais du Palais des raïs- Bastion 23 et ont reçu des explications sur l'histoire et les techniques de construction et de restauration de ce site majeur du patrimoine culturel matériel de la ville d'Alger.

L'association avait organisé la veille, vendredi, une opération de nettoyage de plage dans la ville de Boumerdes. L'initiative a permis de mobiliser des volontaires et de sensibiliser les participants, qui ont constaté l'ampleur des dégâts sur l'environnement, à l'importance de la préservation de la propreté des plages et du ramassage des déchets pour une exploitation touristique optimale.

Agréée en 2020, l'association nationale du tourisme durable vise à promouvoir le tourisme dans sa dimension sociale, économique et écologique. Elle œuvre, par des actions collectives, à la sauvegarde des sites historiques à vocation touristique, à la sensibilisation des jeunes et des enfants à la protection de l'environnement et du patrimoine culturel et au renforcement de l'implication des populations locales dans la dynamique touristique.

R. C.

TUNIS

La vie et l'œuvre d'Ibn Khaldoun racontées aux enfants

DANS LA CADRE de la célébration du 689e anniversaire d'Ibn Khaldoun, l'Association tunisienne Patrimoine et Environnement, et l'Agence de mise en valeur du Patrimoine et de Promotion culturelle, en partenariat avec différentes instances, organisent une journée dédiée à ce grand historien et sociologue maghrébin, pour faire connaître sa vie et son œuvre auprès des enfants, a-t-on appris des médias tunisiens.

Cette journée propose des animations d'activités itinérantes qui commenceront par un rassemblement à la Place Ibn Khaldoun, avant de s'embarquer dans les traces de cette personnalité intellectuelle à la rue Djamaâ Zitouna, rue Al Kachachin, Torbet El Bey, et une visite à sa Maison naissance à Tunis.

CINÉMA

7e édition de Ciné-Palestine à Toulouse

Du 3 au 6 juin et ensuite du 11 au 17 juin se déroulera l'édition nomade du festival Ciné-Palestine en Occitanie en France après l'édition en ligne qui s'était déroulée du 1er au 9 mars 2021.

Ciné-Palestine aura bien lieu, en salles, annoncent les organisateurs. « En dépit de la situation dramatique, et parce que la situation est dramatique et que la culture palestinienne doit continuer à vivre, nous allons découvrir ensemble des facettes nouvelles de la vie quotidienne dans ce pays » précise-t-on. Des projections offertes par des cinéastes palestiniens talentueux devront animer le débat autour de ce qui se passe actuellement dans ce pays, sous occupation.

Des fictions : 200 mètres d'Ameen Nayfeh, et Ten bell tolls d'Eli Rezik. Des documentaires, Hakawati de Karim Dridi et Julien Gaertner, Pour une nouvelle Séville de Kathy Wazana et La Juge d'Erika Cohn.

Un programme concentré sur quatre jours, du jeudi 3 au dimanche 6 juin dans quatre salles à Toulouse, mais aussi dans trois autres villes de la région.

Ceci en attendant d'autres rendez-vous les 11 et 17 juin dans d'autres ville. Certains films seront projetés en présence de leur réalisateur et/ou producteur à l'image de May Odey, productrice de 200 mètres (sous réserve), Salim Albeik journaliste, Yasmin Haj, traductrice et comédienne, Saïd Benjelloun, professeur d'université et calligraphe, Karim Dridi, Colette Berthès et Samir Arabi, membres de l'équipe.

« HOUSE OF ONE » VERRA LE JOUR DANS QUATRE ANS

Un lieu de culte partagé entre chrétiens, musulmans et juifs, à Berlin

UN LIEU de cultes, dont la construction a débuté fin mai, réunira une synagogue, une église et une mosquée au sein du même bâtiment, à Berlin, en Allemagne. Le projet sera livré annonce les initiateurs dans quatre ans. Le projet « The House of One » a pour but la création d'un nouveau lieu de culte réunissant chrétiens, juifs et musulmans. Bâti sur une ancienne église détruite, la construction du bâtiment a débuté le 27 mai.

« Nous voulions construire une maison de prière et de savoir, dans laquelle ces trois religions pourraient coexister tout en conservant chacune leur propre identité », a indiqué au Guardian , Roland Stolte, théologien chrétien ayant participé au lancement du projet.

L'emplacement du projet « The House of One » se situe sur le site de l'église St Peter à Petriplatz dans le centre de la capitale allemande. L'église a été détruite en 1964 sur décision des dirigeants de la République démocratique allemande.

Une salle commune de réunion sera construite

À l'intérieur du bâtiment, renommé « churmosquagogue », soit la contraction de church, mosque et synagogue, les croyants pourront pratiquer leur culte séparément. La « House of One » bénéficiera également d'une salle commune de réunion.

Selon les informations du quotidien britannique, croyants, quelle que soit leur foi, et non-croyants pourront s'y retrouver lors de fêtes et célébrations religieuses.

La conception du bâtiment interconfessionnel a été confiée à l'architecte berlinois Kuehn Malvezzi. Le coût du projet a été estimé à 47 millions d'euros. Pour l'heure, 39 millions ont été récoltés. 30 millions proviennent de contributions du gouvernement fédéral et du Land de Berlin.

9 millions de dons ont également été perçus. Une campagne de dons a été lancée en décembre afin d'atteindre le total de 47 millions d'euros.

R. C.

LE COIN DU CINÉPHILE : LES 25 GROS FILMS DE L'ÉTÉ

Après avoir été paralysé pendant plus d'un an en raison de la pandémie, Hollywood redémarre la machine. Alors que la vaccination nous permet de rêver à un retour à une certaine normalité pendant la belle saison, les grands studios américains sortent l'artillerie lourde pour ramener le public en grand nombre dans les salles de cinéma. Du nouvel épisode de la saga Rapides et dangereux au très attendu Black Widow, voici 25 films américains qui aideront à relancer le box-office cet été.

FATHERHOOD, SORTIE LE 18 JUIN

Tournée à Montréal il y a deux ans, cette comédie de Paul Weitz (American Pie) mettant en vedette l'acteur et humoriste Kevin Hartdébarquera sur nos écrans le même jour que sa sortie sur la plateforme Netflix. Hart y incarne un jeune père qui doit élever seul sa fille à la suite de la mort de sa femme pendant l'accouchement.

MANŒUVRES MILITAIRES INTERNATIONALES «AFRICAN LION 2021»

L'Espagne refuse de participer à des exercices militaires se déroulant au Sahara occidental

L'Espagne a décidé de ne pas participer aux manœuvres militaires internationales African Lion 2021, prévue du 7 au 18 juin prochain, en raison du fait que ces exercices se dérouleront en partie sur les territoires sahraouis occupés, révèlent des sources gouvernementales au journal espagnol EL Pais.

Officiellement, la raison invoquée par l'Espagne pour expliquer sa décision est d'ordre budgétaire, mais des sources gouvernementales espagnoles expliquent que Madrid refuse d'engager ses troupes dans un exercice militaire se déroulant au Sahara occidental afin de ne pas légitimer l'occupation marocaine des territoires sahraouis.

Le journal espagnol précise qu'il s'agit de la première fois que l'Espagne refuse de participer aux exercices de l'African Lion en trois décennies. La différence entre les années précédentes et l'année 2021 est que les manœuvres se dérouleront, pour la première fois, dans les territoires sahraouis occupés.

L'Espagne a également décidé de n'envoyer aucun observateur assister aux exercices contrairement à 20 autres pays.

Ces exercices militaires organisés par le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom) en coopération avec le Maroc, verront la participation de 7.800 soldats de neuf pays, 67 avions (21 de combat et 46 de soutien) et deux navires de guerre. Leur coût s'élève à 28 millions de dollars. Ils se dérouleront sur les territoires de la Tunisie, du Sénégal et du Maroc, en plus des territoires sahraouis occupés.

Les manœuvres seront organisées, entre autres, dans les zones de Tan Tan (sud du Maroc, face aux îles Canaries), Mahbes (nord-est du Sahara occidental) et Dakhla (au sud-ouest du Sahara occidental).

Depuis quelques mois, les relations entre Madrid et Rabat sont tendues, l'Espagne accusant, notamment le Maroc d'employer différents moyens de pression et de chantage afin de la pousser à reconnaître sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental.



La récente admission, dans un hôpital espagnol, du président sahraoui, Brahim Ghali a compliqué davantage les relations entre les deux pays. Samedi, la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles, a accusé le Maroc d'avoir instrumentalisé des centaines de mineurs pour violer les frontières de l'Espagne après l'afflux dans l'enclave de Ceuta de milliers de migrants au début de la semaine dernière, qualifiant l'épisode d'»inacceptable». Depuis le 17 mai, au moins 8.000 candidats à l'émigration, dont de nombreux jeunes, ont afflué illégalement dans l'enclave sous contrôle de l'Espagne, les garde-frontières marocains les ayant laissé passer. La plupart ont été refoulés mais plus de 800 mineurs marocains sont restés à Ceuta, dont beaucoup errent dans les rues. Les autorités de Ceuta s'activent pour tenter de retrouver leurs parents afin d'assurer leur retour.

Selon Madrid, parmi les migrants, 1.500 étaient des mineurs, tandis que l'association humanitaire Amnesty International a évoqué le chiffre de 2.000.

Les autorités de Ceuta ont accusé le Maroc d'avoir manipulé les mineurs pour les encourager à franchir la frontière afin d'exercer une pression sur Madrid dans le contexte de la crise diplomatique entre les deux pays en raison de la présence sur le territoire espagnol du président sahraoui, Brahim Ghali, pour des soins.

Amnesty International estime que le Maroc n'en est pas à son premier dépassement. «Le Maroc bafoue depuis longtemps les droits des personnes migrantes ou demandeuses d'asile à ses frontières». Par le passé, Amnesty a indiqué avoir constaté «des opérations illégales, dont des arrestations et le déplacement vers le sud du Maroc de personnes migrantes ou demandeuses d'asile se trouvant dans des campements et des maisons près de la frontière espagnole». «Le tout en dehors de toute procédure légale».

L'ONG a rappelé qu'une publication sur Facebook du ministère marocain des droits de l'Homme indique que «l'ouverture des frontières vers Ceuta est intervenue en représailles» à l'accueil en Espagne du chef de l'Etat sahraoui, à titre humanitaire comme l'avaient affirmé les autorités espagnoles. **R. I.**

PALESTINE

Appel à la prise de mesures pratiques pour poursuivre l'entité sioniste

LE MINISTRE palestinien de la Justice, Mohammad Fahad Shalaldeh, a appelé samedi les pays arabes et musulmans à introduire dans leurs législations pénales la compétence universelle qui permet de poursuivre l'entité sioniste pour ses crimes contre les Palestiniens.

Dans une allocution prononcée à la conférence internationale sur «les crimes de l'entité sioniste en Palestine occupée, organisée par l'association algérienne «El Baraka» par visioconférence à partir de son siège à Alger, M. Shalaldeh a imputé à l'entité sioniste «la responsabilité juridique de ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis contre le peuple palestinien», appelant les pays arabes et musulmans et la communauté internationale à «constituer une équipe juridique» pour recenser les violations flagrantes de l'autorité d'occupation contre le peuple palestinien.

Lors de cette conférence virtuelle, à laquelle ont participé des conseillers juridiques et les responsables d'organisations de défense des droits de l'homme de 52 pays, le ministre palestinien a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'assumer sa responsabilité internationale et de s'acquitter de la mission qui lui incombe quant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes des Nations Unies tels qu'énoncés dans sa Charte qui insiste sur le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

M. Shalaldeh a également appelé la Cour pénale internationale (CPI) à poursuivre les membres des forces d'occupation israéliennes, rappelant que la CPI «peut à présent exercer sa compétence pénale dans la situation en Palestine et sa compétence territoriale s'étend aux territoires palestiniens occupés».

Le ministre palestinien a, par ailleurs, appelé à trouver des mécanismes juridiques qui permettent de demander des comptes à l'autorité d'occupation, notamment à travers l'activation du rôle des Parlements des pays arabes et musulmans.

M. Shalaldeh a souligné que les graves crimes des forces d'occupation sioniste se poursuivent dans la bande de Ghaza en violation du droit international humanitaire, citant également les opérations de déplacement forcé des civils en Cisjordanie et les attaques menées contre les lieux de culte.

Ces crimes sont considérés comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, a estimé le ministre palestinien de la justice.

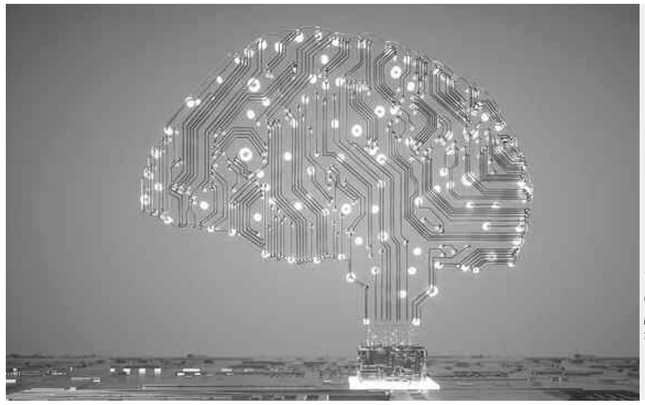
Pour ce responsable, l'agression commise contre la bande de Ghaza affirme que l'occupant ne fait pas de différence entre les civiles et les militaires, appelant les parties signataires de la convention de Genève IV relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre à tenir une réunion d'urgence pour amener l'occupant à respecter la convention.

Mais l'armée d'occupation a employé des « armes bannis internationalement et n'a pas pris uniquement pour cible les infrastructures civiles, mais également la santé et les médias, des médecins et des journalistes, ce qui équivaut à des crimes de guerre punis par le Droit humanitaire internationale et la Cour pénal internationale (CPI)».

Ainsi, poursuit l'intervenant, « le pourvoir juridique international s'applique à l'autorité occupante, au regard de ce que cette dernière commet comme violations des dispositions du Droit international et ce, en vertu de ce que stipule la Convention de la Haye de 1907, à savoir que les Etats belligérants sont responsables de tous actes commis par des personnes faisant partie de leurs forces armées».

Pour le ministre palestinien, «le peuple palestinien où qu'il se trouve, doit exercer son droit à l'autodétermination contre l'occupation sioniste qui est sur ses terres palestiniennes et il a le droit entier à la légitime défense et à la résistance sous toutes ses formes, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies, lequel stipule que quiconque a subi une agression, a le droit de riposter à cette agression et à l'agression armée».

Le ministre palestinien a relevé la suppression de l'activation du principe de distinction, qui s'est manifesté à travers le bombardement des tours, des édifices publics et civils, tout en semant la psychose et la peur parmi eux, évoquant un point qu'il a qualifié d'important, à savoir « la présence de colons classés comme milices armées qui mènent des agressions quotidiennes contre les habitants de Cisjordanie. «De cette tribune internationale, j'appelle à les inclure dans les Etats européens et dans différents Etats de par le monde, dans la case des terroristes, sachant que c'est l'autorité d'occupation qui les soutient», a soutenu le responsable palestinien. **R. I.**



Google mise sur le machine learning pour doper l'architecture des puces d'IA

Technologie : Le projet Apollo, mis en place par Google, cherche à déterminer la meilleure architecture possible pour les puces d'IA. En s'appuyant sur des disciplines très diverses et parfois étonnantes !

Dans une entretien avec le directeur de Google Brain, Jeff Dean, sur la façon dont le géant américain utilise l'intelligence artificielle pour faire progresser son développement interne de puces personnalisées afin d'accélérer ses logiciels. Le dirigeant faisait alors remarquer que les formes d'intelligence artificielle adaptées au deep learning peuvent dans certains cas prendre de meilleures décisions que les humains sur la façon de disposer les circuits dans une puce.

Un an plus tard, Google vient de dévoiler un nouveau projet de recherche, baptisé Apollo, dans un article publié sur le serveur de fichiers arXiv. Ce projet s'inscrit dans la continuité de ce que nous avait glissé 12 mois auparavant Jeff Dean. Dans l'exemple qu'il avait donné à l'époque, le machine learning pouvait être utilisé pour certaines décisions de conception de bas niveau, connues sous le nom de « lieu et route ». Dans ce cas, les concepteurs de puces utiliseraient un logiciel pour déterminer la disposition des circuits dans une puce donnée. Le projet Apollo implique de son côté ce que les équipes de Google appellent « l'exploration de l'architecture ».

Par exemple, un processeur Intel x86 classique possède une certaine quantité de mémoire sur la puce, une unité arithmétique et logique dédiée, ainsi qu'un certain nombre de registres. La façon dont ces éléments sont assemblés donne sa signification à ce qu'on appelle l'architecture Intel. Interrogé sur la description de Dean, les chercheurs de Google nous indiquent dans un courriel que ces « projets de lieu et de route sont davantage conçus comme orthogonaux et complémentaires ».

Focus sur l'architecture

« L'exploration de l'architecture est bien plus importante que le lieu et la route dans la pile informatique », détaille Amir Yazdanbakhsh, le responsable de la recherche Apollo. « Je crois que c'est là que la marge d'amélioration des performances est la plus élevée », fait savoir ce dernier, qui conçoit les puces du projet Apollo comme des accélérateurs d'IA. Etant donné que la tâche consiste à concevoir une puce d'IA, les architectures que le programme Apollo explore sont des architectures adaptées à l'exécution de réseaux neuronaux. Cela suppose d'embarquer de l'algèbre linéaire qui effectue des multiplications matricielles et additionne les résultats.

Pour les équipes de Google, le défi est bien de trouver le bon mélange de ces blocs mathématiques afin de répondre à une tâche d'IA donnée. Ils ont choisi une tâche d'IA assez simple, un réseau neuronal convolutif appelé MobileNet, qui est un réseau efficace en termes de ressources, introduit en 2017 par Andrew G. Howard et ses collègues de Google. En outre, ils ont testé des charges de travail en utilisant plusieurs réseaux conçus en interne pour des tâches comme la détection d'objets et la segmentation sémantique.

L'objectif est donc le suivant : quels sont les bons paramètres d'architecture à sélectionner pour faire qu'une puce réponde à certains critères comme la vitesse ? Les recherches des équipes de Google ont consisté à trier plus de 452 millions de paramètres, notamment le nombre d'unités mathématiques, appelées éléments de processeur, qui seraient utilisées, et la quantité de mémoire de paramètres et de mémoire d'activation qui seraient optimales pour un modèle donné.

Approche pluridisciplinaire

Reste qu'Apollo est un cadre de recherche, ce qui signifie que les équipes de recherche de Google peuvent adapter les méthodes d'Apollo à n'importe quelle charge de travail. Celles-ci utilisent notamment certaines méthodes d'optimisation qui ont en fait été conçues pour développer des architectures de réseaux neuronaux. Il s'agit notamment des approches dites évolutives développées chez Google en 2019, de l'apprentissage par renforcement basé sur des modèles et des ensembles d'approches dites basées sur la population.

Toutes ces optimisations sont comparées, et c'est là que le cadre d'Apollo brille. Sa raison d'être est d'exécuter différentes approches de manière méthodique et de déterminer ce qui fonctionne le mieux.

Les résultats des essais d'Apollo montrent en détail comment les approches évolutives et les approches basées sur des modèles peuvent être supérieures à la sélection aléatoire et à d'autres approches.

Mais la conclusion la plus frappante d'Apollo est que l'utilisation de ces méthodes d'optimisation peut rendre le processus beaucoup plus efficace que la recherche par force brute. Ils ont comparé, par exemple, l'approche des ensembles basée sur la population à ce qu'ils appellent une recherche semi-exhaustive de l'ensemble des solutions des approches d'architecture. Les équipes de Google ont notamment constaté qu'une approche basée sur la population est capable de découvrir des solutions qui font appel à des compromis dans les circuits, comme le calcul par rapport à la mémoire, qui nécessiteraient normalement des connaissances spécifiques au domaine.

Un patchwork de connaissances

En appliquant les stratégies d'optimisation pour améliorer une puce d'un point de conception, par exemple la taille maximale de la puce en millimètres, les résultats de ces expériences peuvent ensuite être utilisés comme données d'entrée pour une méthode d'optimisation ultérieure.

L'équipe d'Apollo a constaté que diverses méthodes d'optimisation améliorent leurs performances pour une tâche telle que la conception de circuits à surface limitée, en tirant parti des meilleurs résultats de la méthode d'optimisation initiale ou d'amorçage.

« En appliquant les stratégies d'optimisation pour améliorer une puce d'un point de conception, par exemple la taille maximale de la puce en millimètres, les résultats de ces expériences peuvent ensuite être utilisés comme données d'entrée pour une méthode d'optimisation ultérieure », explique l'équipe à l'origine du projet Apollo.

« Les architectures de réseaux neuronaux doivent connaître l'architecture matérielle cible afin d'optimiser les performances globales du système et l'efficacité énergétique », écrivait un chercheur de Google l'année dernière dans un article. Contacté par ZDNet, ce dernier estime qu'Apollo peut être suffisant pour des charges de travail données, mais ce que l'on appelle la co-optimisation, entre les puces et les réseaux neuronaux, apportera d'autres avantages à l'avenir.

Chrome 90 : Les URL seront complétées avec du HTTPS

JUSQU'À MAINTENANT, lorsque vous tapiez une URL sans préciser son protocole dans Chrome, le navigateur ajoutait automatiquement http://. A partir de Chrome 90, ce préfixe sera remplacé par le protocole HTTPS.

Les ingénieurs de Google sont parmi les plus grands promoteurs des dispositifs de sécurité des navigateurs depuis plusieurs années. Avec les équipes en charge de Firefox et Tor, ils ont souvent été à l'origine de changements qui ont façonné ce que sont aujourd'hui devenu nos navigateurs.

Qu'il s'agisse de la mise en place de fonctions pionnières comme l'isolation des sites, ou du travail en coulisses du forum CA/B pour améliorer l'état de l'activité de certification TLS, on doit tous beaucoup à l'équipe Chrome.Mais l'un des plus grands



chevaux de bataille de l'équipe Chrome reste la promotion de l'utilisation du HTTPS, à la fois au sein du navigateur de Google, mais aussi parmi les propriétaires de sites web. C'est dans ce cadre que Chrome va essayer de mettre à jour les sites, de HTTP à HTTPS, lorsque le HTTPS est disponible.

Sécuriser Google Chrome

Chrome avertira également les utilisateurs lorsqu'ils s'apprêtent à saisir des mots de passe ou des données de paiement sur des pages HTTP non sécurisées, d'où ils pourraient être envoyés sur un réseau en texte clair. Le navigateur bloquera aussi les téléchargements à partir de sources HTTP, si l'URL de la page est HTTPS, afin d'éviter que les utilisateurs ne pensent que leur téléchargement est sécurisé quand il ne l'est pas réellement.

Aujourd'hui, environ 82 % des sites internet fonctionnent sur HTTPS. Malgré tout, le combat est loin d'être terminé pour l'équipe Chrome. Le prochain changement concernant le protocole HTTPS arrivera donc dans Chrome 90, qui devrait sortir au mois d'avril cette année.

Changement dans l'omnibox

Ce changement aura un impact sur l'omnibox (nom donné par Google à la barre d'adresse (URL) dans le navigateur Chrome). Actuellement, si un utilisateur tape= un lien dans l'omnibox, Chrome charge le lien tapé, quel que soit le protocole. Mais si l'utilisateur oublie de taper le protocole, Chrome ajoute "http://" devant le texte et tente de charger le domaine via HTTP. Par exemple, si vous tapez "domain.com", Chrome charge "http://domain.com".

A partir de Chrome 90, ce sera différent. L'ingénieure en sécurité de Chrome, Emily Stark, explique que dès lors, le navigateur chargera automatiquement les sites dont le protocole n'est pas précisé avec un préfixe "https://". « Pour l'instant, on prévoit de l'expérimenter sur un petit pourcentage d'utilisateurs dans Chrome 89, pour un lancement complet sur Chrome 90, si tout se passe comme prévu », indiquait Emily Stark sur Twitter cette semaine.

Si vous souhaitez essayer cette nouveauté, il est possible de le faire dès à présent dans Chrome Canary. Il suffit de se rendre sur chrome://flags/#omnibox-default-typed-navigations-to-https et d'activer la fonctionnalité "Omnibox - Use HTTPS as the default protocol for navigations".

PÉTROLE CONTRE LEVÉE DES SANCTIONS

Le blocus US contre l'Iran bientôt annulé?

Alors que s'envisage un retour des USA dans l'accord sur le nucléaire iranien et que Téhéran fait des déclarations sur la levée imminente des sanctions économiques dont il fait l'objet, le département américain de l'Énergie annonce le premier achat de pétrole iranien depuis 30 ans. Une reprise prochaine des exportations pétrolières de l'Iran?

L'Agence d'information sur l'énergie du département américain de l'Énergie (EIA) a publié vendredi 28 mai ce qui pourrait être un signe historique d'une évolution du marché pétrolier mondial.

En mars 2021, pour la première fois depuis une trentaine d'années, les États-Unis ont acheté du pétrole brut à l'Iran.

Il s'agit de 1.033 millions de barils, un humble volume par rapport aux premiers fournisseurs d'or noir aux Américains: le Canada (139,869 millions de barils), la Russie (22,938 millions de barils) et le Mexique (17,616 millions de barils). Les achats de pétrole russe ont d'ailleurs atteint leur plus haut niveau depuis 2009.

Cette transaction a été rendue publique face aux avancées positives des pourparlers sur l'accord nucléaire iranien -dont un point principal pour l'instant est le retour officiel des États-Unis à la table des négociations du Plan d'action global commun (PAGC)- et à la déclaration du Président Hassan Rohani à la télévision nationale concernant la levée des sanctions économiques contre son pays.

«Les pourparlers à Vienne concernaient des point mineurs. Ils [les représentants des pays du PAGC, ndlr] ont accepté de lever des sanctions à l'encontre des secteurs pétrolier et maritime de l'Iran, aussi bien que des sanctions contre la Banque centrale [iranienne, ndlr], et d'autres», a annoncé M.Rohani le 20 mai dans son allocution au Conseil des ministres.

Cependant, l'Iran a annoncé plus tard ne pas disposer de données officielles à propos des informations de l'EIA sur le pétrole fourni aux États-Unis.



PÉTROLE IRANIEN SOUS SANCTIONS

Depuis la sortie des États-Unis du PAGC en mai 2018 et l'imposition de nouvelles sanctions américaines, l'Iran n'affiche aucun chiffre de ses exportations d'hydrocarbures pour ne pas dévoiler à qui il fournit du pétrole. Les estimations de plusieurs sociétés de conseil sont fondées sur des données sur l'extraction, le remplissage de réservoirs, des fournitures d'équipements et les transports maritimes.

Selon les estimations de Fereidun Fesharaki, président-fondateur du groupe de conseil FGE, spécialisé dans les questions d'énergie, les exportations pétrolières de l'Iran en mai 2018 se montaient à 3,2 millions de barils par jour, dont 2,4 millions de barils de pétrole brut, pour atteindre en février 2020 son minimum de 606.000 barils, sont 137.000 de brut, indique le New York Times.

Les prix du pétrole repartent à la hausse: «l'effet Covid-19 a été quasiment effacé»

Le mois de mars de cette année a été marqué non seulement par un achat historique de pétrole iranien par les États-Unis, mais aussi, d'après FGE, par une hausse considérable des exportations d'hydrocarbures de l'Iran lesquelles, après la chute de 2020, ont progressé jusqu'à 1,7 millions de barils quotidiens.

Le fait que les sanctions imposées n'ont pas atteint leur objectif de mettre fin aux exportations pétrolières de l'Iran a été évoqué par le sénateur démocrate Christopher S. Murphy comme le «cataclysme d'une politique [de sanctions, ndlr]».

«Trump avait imposé des sanctions et nos partenaires, au lieu d'agir à l'instar des États-Unis, ont en réalité pris le parti iranien pour aider l'Iran à fonctionner même en contournant nos sanctions», a-t-il déclaré dans son intervention au forum du Middle East Institute.

La campagne de nouvelles sanctions, lancée par Donald Trump contre l'Iran, s'est avérée, selon le sénateur, un «échec spectaculaire».

Une autre organisation américaine, United Against Nuclear Iran (UNAI, Uni contre l'Iran nucléaire) a indiqué au New York Times que la plupart des exportations pétrolières de l'Iran allaient depuis 2020 en Chine.

En mars 2021, selon le groupe, l'Empire du milieu a acheté presque un million de barils d'hydrocarbures iraniens, la Syrie, les Émirats arabes unis et la Malaisie étant les trois autres plus gros clients de la République islamique.

Fereidun Fesharaki, le fondateur de FGE, a précisé que, d'après ses informations, ce sont des petites raffineries chinoises qui achètent le plus de pétrole iranien à des prix fortement démarqués, la rentabilité élevée l'emportant pour ces petites compagnies sur le risque d'être frappées par des sanctions venant d'outre-Pacifique.

Le New York Times ajoute que le mécontentement de Washington quant aux importations d'hydrocarbures iraniens par la Chine a été exprimé lors d'une rencontre avec la diplomatie chinoise les 18 et 19 mars 2021 à Anchorage.

Compte tenu que la première réunion diplomatique entre l'Amérique et la Chine s'est déroulée dans une ambiance de bras de fer et d'attaques verbales réciproques, les appels américains à interrompre l'achat de pétrole à l'Iran risquent d'être à peine entendus par les autorités et les entreprises de la deuxième puissance économique mondiale.

R. I.

COLOMBIE

Face aux manifestations, l'armée se déploie dans les rues de Cali

UN MILLIER de soldats se sont groupés samedi dans la troisième ville du pays, épicentre des manifestations. Au moins treize personnes ont été tuées la veille.

L'armée colombienne, obéissant à l'ordre du président Ivan Duque, a commencé samedi 29 mai à déployer un millier de soldats dans la ville de Cali, épicentre des manifestations anti-gouvernementales, où au moins treize personnes ont été tuées la veille.

Les rues de la troisième ville du pays, 2,2 millions d'habitants, étaient presque désertes samedi, au lendemain d'affrontements entre des manifestants, des policiers et des civils armés qui ont fait au moins 13 morts dans différents incidents.

Au moins huit personnes ont succombé à des tirs d'arme à feu, a indiqué la police.

Un enquêteur du parquet de Cali a tiré sur la foule, tuant deux civils, avant d'être lynché par les manifestants, selon le parquet.

Je me sens plus en sécurité avec l'armée qu'avec la police […] parce qu'ici elle a toujours été plus respectée, a dit Modesto Tenorio, un commerçant de 64 ans.

Ces violences interviennent un mois exactement après le soulèvement du 28 avril contre un projet de réforme fiscale, vite abandonné, porté par le président de droite Ivan Duque, qui visait à augmenter la TVA et à élargir la base de l'impôt sur le revenu. En un mois de soulèvement populaire, au moins 59 morts, dont deux policiers, ont été enregistrés dans le pays, selon un décompte officiel. Quelque 2 300 personnes ont été blessées et 123 sont portées disparues. Human Rights Watch évoque jusqu'à 63 morts.

La situation à Cali est très grave, a tweeté José Miguel Vivanco, directeur pour les Amériques de Human Rights Watch, qui a exhorté le président Duque à prendre des mesures urgentes de désescalade, dont un ordre spécifique pour interdire l'usage d'armes à feu par les agents de l'État.

Depuis un mois, le scénario est presque toujours le même : le jour, les manifestations sont pacifiques et créatives, la nuit la rébellion se transforme en émeutes où mortiers d'artifice et cocktails Molotov se mélangent aux tirs à balles réelles.

Cette révolte sans précédent secoue les grandes villes, où sont érigées des barricades et où les blocages d'axes routiers provoquent des pénuries et exaspèrent une partie de la population. Le gouvernement, malgré des médiateurs chargés de négocier avec le Comité national de grève, est incapable de désactiver une crise qui, pour l'instant, ne menace pas de le renverser.

Cette crise soudaine a surtout révélé, selon les analystes, la sourde colère d'une jeunesse politisée, appauvrie par la pandémie, qui ne veut plus se taire.

Un pays très inégalitaire

Pendant un demi-siècle, le conflit avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) a occulté une réalité devenue trop criante : selon la Banque mondiale, la Colombie se classe parmi les pays les plus inégalitaires en termes de revenus et possède le marché du travail le plus informel d'Amérique latine.

L'État s'est concentré dans sa lutte contre les guérillas – l'ELN et les dissidents des Farc — et a totalement délaissé la demande sociale.

En 2019, un an après l'élection d'Ivan Duque, les étudiants étaient descendus dans la rue pour réclamer un enseignement public meilleur et gratuit, des emplois, un État et une société plus solidaires.

La pandémie a éteint la mobilisation en 2020 sans que le chef de l'État de 42 ans ne fasse de trop grandes concessions.

Le retour de bâton est d'autant plus fort, avec une pauvreté qui s'est accélérée pour atteindre 42,5 % des 50 millions d'habitants, la pandémie plongeant les plus vulnérables dans l'indigence.

L'accord de paix de 2016, qui a désarmé ce qui était autrefois la guérilla la plus puissante du continent américain, a mis fin à un conflit dépassé, loin de la nouvelle génération citadine qui découvre la politique, explique l'universitaire Hernando Gomez Buendia, auteur du livre Entre l'indépendance et la pandémie.

Alors qu'un tiers des jeunes âgés de 14 à 28 ans ne travaillent ni n'étudient, la Colombie est en train de devenir, selon lui, un pays de conflits urbains.

Il existe un pan actif de la société qui a longtemps été exclu de la politique, du monde du travail et maintenant du système éducatif, et qui en a assez d'être exclu. C'est celui qui manifeste aujourd'hui dans les rues, explique Sandra Borda.

Contrairement aux bouleversements sociaux au Chili, où le soulèvement social a conduit à une réforme constitutionnelle, ou en Équateur, qui vient d'organiser des élections, les Colombiens n'ont pas eu de soupape pour évacuer leurs nombreuses frustrations, estime Cynthia Arson, directrice du programme latino-américain du Woodrow Wilson International Center for Scholars.

L'impopularité d'Ivan Duque, qui doit quitter ses fonctions en 2022, semble jouer en faveur de la gauche, qui n'a jamais présidé le pays. L'ancien maire de Bogota et exguérillero Gustavo Petro est aujourd'hui en tête dans les sondages.

R. I.

LIGA

Le Real Madrid pense à Christophe Galtier

PROMIS à l'OGC Nice, Christophe Galtier pourrait voir arriver un monstre. En effet, le Real Madrid, qui a vu Zinedine Zidane s'en aller, penserait à lui pour la suite.
Mais où va donc bien atterrir Christophe Galtier ? Champion de France avec le LOSC cette saison, l'ancien Stéphanois a d'ores et déjà annoncé qu'il allait quitter le nord de la France cet été : « j'ai pris ma décision. J'ai informé mon président, Olivier Létang, après l'avoir beaucoup écouté ce matin, que j'allais quitter le LOSC. Ou que j'arrêtais avec le LOSC, je ne sais pas trop quel terme il faut employer. J'ai tout simplement l'intime conviction que j'ai fait mon temps ici ».
Un temps annoncé proche de Naples, puis de l'OL, il a vu Spalletti rejoindre les Napolitains et Peter Bosz arriver à l'Olympique Lyonnais. Mais la piste la plus chaude, depuis le début, est celle qui mène à l'OGC Nice. INEOS, les patrons du club de la Côte d'Azur lui offrent un beau projet et surtout un salaire largement supérieur à ce qu'il touche actuellement. Toutefois, se pourrait-il qu'un club débarque de nulle part et ravisse Galtier aux Aiglons ? Peut-il être tenté par un nouveau challenge, mais à l'étranger cette fois ? Il faudra un peu de temps pour répondre à ses questions d'autant qu'il est encore sous contrat avec les Dogues et qu'il faudra discuter avec eux pour le libérer de son contrat.
Une information assez surprenante est revenue aux oreilles des journalistes de l'émission El Transistor de la Onda Cero. Christophe Galtier serait un profil étudié pour venir entraîner le Real Madrid, orphelin depuis quelques jours de Zinedine Zidane, qui a claqué la porte. Reste maintenant à savoir s'il n'est pas engagé avec Nice et surtout à quelle place est-il dans la short-list de Florentino Perez.

LIGUE DES CHAMPIONS

Implacable, Chelsea retrouve le toit de l'Europe

Chelsea retrouve le toit de l'Europe. Neuf ans après Munich, le club londonien a ajouté un deuxième sacre à son palmarès en C1 après sa victoire face à Manchester City (0-1), lors de la grande finale jouée samedi soir à Porto, à l'Estádio do Dragão.



Il y a eu un seul but dans ce match : celui marqué par Kai Havertz avant la pause (42e). Il a suffi au bonheur des Blues.
Les Blues l'ont fait. Chelsea a remporté la Ligue des champions 2021 en s'imposant face à Manchester City au terme d'une finale plus qu'intense à l'Estadio do Dragao de Porto (1-0), samedi soir. De nouveau parfaitement organisés, les hommes de Thomas Tuchel ont su résister à la volonté offensive des Citizens, en manque d'inspiration offensive, qui n'ont jamais su trouver la faille. Kai Havertz a fait trembler les filets au bout d'un contre ultra-rapide peu avant la pause (42e). Les Blues ont décroché leur second sacre continental après celui de 2012. City, qui n'avait pas perdu le moindre match dans cette campagne, est tombé au plus mauvais moment.
Pep Guardiola, lui, s'est incliné pour la troisième fois cette année devant Thomas Tuchel. Pour sa première finale de C1 depuis son sacre de 2011 avec le Barça, le technicien espagnol, obsédé de tactique, a voulu innover. Il a choisi de laisser Fernandinho et Rodri sur le banc pour titulariser Ilkay Gündogan en sentinelle. Si son équipe n'a pas perdu son style de jeu, elle s'est clairement révélée en manque de repères défensifs. Une fois sortis du pressing des attaquants mancuniens, les Blues ont ainsi facilement percé leur bloc et régulièrement trouvé Timo Werner en bonne position aux abords ou dans la zone de vérité. Kanté Ballon d'Or ? «On peut rêver mais on se met le doigt dans l'oeil»Kanté Ballon d'Or ? «On peut rêver mais on se met le doigt dans l'oeil»

KANTÉ BALLON D'OR ? «ON PEUT RÊVER MAIS ON SE MET LE DOIGT DANS L'OEIL»

Fidèle à lui-même, l'ancien de Leipzig a manqué de réalisme en ratant une reprise (10e), puis en tirant sur Ederson (14e) et en ratant le cadre (15e). Ses incessants déplacements ont cependant posé d'énormes problèmes aux Mancuniens d'autant que N'Golo Kanté est souvent venu en soutien (17e). Si City a su calmer le jeu en mettant le pied sur le ballon et s'est même montré dangereux, grâce à la vitesse de Raheem Sterling (8e) et la vista de Kévin De Bruyne, les discrets Phil Foden (28e) et Riyad Mahrez (30e) ont loupé le coche.
Alors que Thiago Silva venait de se blesser aux adducteurs (35e), Kanté a lancé Havertz en contre et Oleksandr Zinchenko a dû surgir dans sa surface pour le contrer (37e). L'arrière-garde des Citizens n'a pourtant pas retenu la leçon. Andreas Christensen est entré en jeu et Edouard Mendy a relancé sur la gauche de son camp vers Ben Chilwell qui a servi Mason Mount pour une ouverture axiale parfaite dont Havertz a profité pour aller devancer Ederson à l'entrée de la surface et envoyer le ballon dans le but vide (0-1, 42e). L'ancien de Leverkusen qui n'avait encore jamais marqué en Ligue des champions a bien choisi son moment.
Guardiola, lui, n'a rien changé à la reprise. Son équipe a bien haussé le ton et le rythme en s'installant définitivement dans la moitié de terrain adverse mais a continué de buter sur un bloc défensif londonien rigoureux. Les Citizens ont en plus perdu leur maître à jouer, Kevin De Bruyne, après un violent choc avec Antonio Rüdiger (56e). Gabriel Jesus a remplacé le malheureux belge, puis Fernandinho a pris la place d'un Bernardo Silva peu influent (64e). Gündogan, lui, a pu davantage se projeter mais César Azpilicueta l'a devancé in extremis aux six mètres pour symboliser l'abnégation sans faille des Blues (69e). Entré pour le dernier quart d'heure, Sergio Agüero n'a pas eu l'occasion d'endosser le costume de héros. Dans une fin de match à couper le souffle, Mahrez a rendu silencieux tout le public mais sa reprise de 20 mètres n'a fait que flirter avec la cible (90e+7). Cette frappe, c'était la balle de 1-1, celle qui aurait pu offrir la prolongation aux Citizens. Grâce notamment à l'incroyable travail de Kanté, le plan mis en place par Tuchel a fonctionné jusqu'au bout et Azpilicueta a pu soulever la Coupe aux grandes oreilles dans le ciel de Porto. Peu de monde aurait misé sur eux en début de saison, comme au mois de janvier d'ailleurs. Ils ont déjoué les pronostics pour grimper sur le toit de l'Europe. **R. S.**

FC BARCELONE

Quatre recrues seront annoncées cette semaine

L'ÉCURIE catalane a avancé sur bon nombre de dossiers, et quatre officialisations vont tomber dans les heures à venir. « La semaine prochaine, nous annoncerons de nouveaux ajouts pour l'équipe première ». Lors d'une longue conférence de presse ce vendredi, le président barcelonais Joan Laporta donnait la tendance pour ce mercato estival. Il faut dire que même s'il y a des gros dossiers à gérer, à commencer par Lionel Messi et le poste d'entraîneur pour l'instant toujours occupé par Ronald Koeman, il y a eu de grosses avancées en coulisses. Ainsi, comme l'expliquent divers médias espagnols comme AS ou RAC 1, le calendrier de la semaine va être chargé à Barcelone, et les fans culés vont connaître plusieurs de leurs nouveaux joueurs d'ici dimanche prochain. Tout d'abord, le Kun Agüero, qui devrait passer sa visite médicale dans la journée de lundi. Reste à voir si l'officialisation de la signature de son contrat sera faite avant son départ avec la sélection argentine. Eric Garcia, qui a déjà confirmé sa future arrivée à Barcelone via les réseaux sociaux, sera lui déjà présenté en tant que nouveau joueur barcelonais dans la journée de mardi, avec la traditionnelle conférence de presse et la séance de jongles sur la pelouse du Camp Nou. Comme son coéquipier argentin, il arrive libre de tout contrat en provenance de Manchester City et avec des émoluments plutôt bas. D'autres signatures devraient ensuite être confirmées officiellement. Celle de Georginio Wijnaldum, qui arrivera libre aussi, son bail avec Liverpool expirant en ce mois de juin. Puis, le quatrième renfort de cette première semaine de juin sera Emerson, le seul pour lequel les dirigeants du troisième de la dernière Liga devront mettre la main à la poche. Ils vont ainsi débourser 9 millions d'euros pour acheter l'autre moitié de ses droits au Betis, mais le latéral droit brésilien pourrait être revendu dans la foulée. Les communiqués vont pleuvoir cette semaine !

R. S.

ÉQUIPE NATIONALE

30 joueurs convoqués pour les trois prochains matchs amicaux

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a retenu une liste de 30 joueurs en prévision des rencontres amicales face respectivement à la Mauritanie (le 3 juin), le Mali (le 6 juin), toutes deux à Blida, et la Tunisie (le 11 juin) à Tunis, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) samedi.

La liste de Belmadi est marquée par le retour des deux joueurs de l'OGC Nice, le défenseur Youcef Atal et le milieu de terrain Hichem Boudaoui qui avaient manqué plusieurs rencontres des Verts notamment lors des qualifications de la CAN 2021 en raison de blessures à répétition.
Le meilleur buteur africain de Ligue 1 française cette saison Andy Delort (Montpellier) effectue lui aussi son retour en sélection après une brève absence contre la Zambie et le Botswana pour le compte des deux dernières journées de qualifications de la CAN 2021.
De son côté, l'attaquant des Crocodiles de Nîmes Olympique Zineddine Ferhat, auteur d'une bonne saison avec son club malgré une descente en Ligue 2 française, retrouve de nouveau les rangs des Verts à l'occasion des trois prochains matchs amicaux.
Le coach national a fait également appel à un novice, le gardien de but de l'Olympique de Médéa Abderrahmane Medjadel, qui fêtera ses 23 ans en juillet prochain.
Par ailleurs, le coach national Djamel Belmadi animera une conférence de presse le mardi 1e juin à Sidi Moussa, une occasion pour aborder les prochains rendez-vous des «Verts» et le choix des joueurs convoqués. Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain.
Les champions d'Afrique débuteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains.
Les barrages sont, quant à eux, programmés en mars 2022.
Le sélectionneur national Djamel Belmadi et le président de la FAF Amara Charaf-Eddine, ont convenu d'organiser ces matchs amicaux, suite à la décision prise par la Commission d'Urgence de la CAF, en concertation avec la FIFA, de reporter le début du 2e tour éliminatoire en raison de la pandémie de Covid-19.



LISTE DES 30 JOUEURS :

- Gardiens: Rais M'Bolhi (Ettifaq FC/ Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz/ France), Azzedine Doukha (Al Raed FC/Arabie saoudite), Abderrahmane Medjadel (O Médéa/ Algérie)

- Défenseurs: Mehdi Zeffane (Krylya Sovitov/ Russie), Ayoub Abdelaoui (FC Sion/Suisse), Youcef Atal (OGC Nice/ France), Ramy Bensebaini (Borussia M' Gladbach/ Allemagne), Djamel Benlamri (O.Lyon/ France), Mehdi Tahrat (Abha FC/ Arabie saoudite), Aissa Mandi (Betis Seville/Espagne), Ahmed Touba (RKC Waalwijk/ Payxs-Bas), Abdelkader Bedrane (ES Tunis/ Tunis)

- Milieux de terrain: Mehdi Abied (Al Nasr/EAU), Adlene Guedioura (Al Gharafa SC/Qatar), Ramiz Zerrouki (Twente/ Pays-Bas), Sofinae Feghouli (Galatasaray/ Turquie), Farid Boulaya (FC Metz/ France), Haris Belkebla (Stade Brestois/ France), Hichem Boudaoui (OGC Nice/ France), Mehdi Zerkane (Bordeaux/ France)

- Attaquants: Islam Slimani (O.Lyon/ France), Baghdad Bounedjah (Al Sadd/ Qatar), Andy Delort (Montpellier/ France), Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre), Youcef Belaili (Qatar SC/ Qatar), Zineddine Ferhat (Nimes Olympiques/ France), Rachid Ghezzal (Besiktas/ Turquie), Said Benrahma (West Ham/ Angleterre), Adam Ounas (Crotone/ Italie).

JM-2022 (PRÉPARATIFS)

Activités intenses des fédérations sportives nationales à Oran

Des responsables de pas moins de quatorze fédérations sportives algériennes ont été conviés par la direction locale de la jeunesse et des sports d'Oran (DJS) à visiter les sites programmés pour accueillir les compétitions de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévus dans la capitale de l'ouest lors de l'été 2022.
«Comme les travaux de réhabilitation de la quasi-totalité des infrastructures sportives retenus pour abriter les JM touchent à leur fin, nous avons jugé nécessaire de convier les responsables des fédérations concernés pour superviser les dernières retouches sur le plan technique afin que les sites en question soient conformes aux normes internationales», a indiqué à l'APS, le premier responsable de la DJS, Yacine Siefi. «Puisque ce sont ces fédérations qui vont utiliser les équipements en question, leurs avis inhérents à l'aspect technique des travaux nous importent en vue de l'homologation par les instances sportives internationales des sites sportifs réhabilités», a-t-il précisé.
Les fédérations concernées sont celle de : tennis, lutte haltérophilie, volley-ball, badminton, tir sportif, sports équestres, karaté, judo, taekwondo, boxe, tennis de table et escrime.
Le président de la fédération algérienne de cyclisme, Kheïreddine Barbari, était, lui aussi, présent à Oran à l'occasion du 25e grand prix de la ville d'Oran et de la 3e étape de la coupe d'Algérie de cyclisme. Il a eu ainsi l'occasion de découvrir les circuits proposés pour le déroulement des compétitions de la «petite reine» lors des JM.
Le DJS d'Oran s'est dit, en outre, réjoui du constat général établi par ses hôtes au sujet de la qualité des travaux de mise à niveau des infrastructures visitées, appréciant les remarques faites pour la circonstance et «qui seront pris en compte avant l'achèvement des projets», a-t-il assuré.
Plusieurs infrastructures sportives ont bénéficié de larges travaux de réhabilitation à Oran en prévision de la 19e édition des JM, des opérations ayant permis à cette ville de disposer d'un «parc moderne et devenir un véritable pôle sportif dans le pays», s'est félicité Yacine Siefi.
Outre la rénovation et la mise à niveau d'une quinzaine d'équipements sportifs, Oran s'apprête aussi à réceptionner un complexe olympique sportif d'envergure implanté dans la commune de Bir El Djir, composé entre autres d'un stade de football de 40.000 places, d'une salle omnisport (6.000 places), d'un stade d'athlétisme (4.200 places), et d'un centre nautique de trois piscines. **R. S.**

ÉQUITATION

Lancement prochain d'un projet de réalisation d'un centre équestre fédéral

LA FÉDÉRATION équestre algérienne (FEA) s'apprête à lancer des travaux de réalisation d'un centre équestre fédéral à Alger, a-t-on appris de la présidente de cette instance, Fahima Sebian. Le centre en question, pour lequel la FEA mobilisera une enveloppe financière estimée à 300 millions de dinars, sera implanté du côté d'El Hamiz, a précisé à l'APS la même responsable, ajoutant avoir déjà entamé les démarches administratives d'usage pour obtenir les documents exigés permettant le lancement du projet. Le site en question, dont les travaux seront financés sur budget de la FEA, comprendra pas moins de 250 boxes, a encore fait savoir Mme Sebian, affirmant que cet œuvre s'inscrit dans le cadre du programme de développement de la discipline sur lequel elle s'est appuyée pour remporter les précédentes élections de la FEA, il y a quelques semaines. «Nous faisons de la formation notre cheval de bataille, d'où l'intérêt particulier que nous accordons à la réalisation de ce centre fédéral qui permettra de pallier le manque sensible en matière de sites sportives dédiés au sport équestre en Algérie», a-t-elle indiqué. La présidente de la FEA vise également à «multiplier les compétitions nationales, et réintégrer le circuit de la coupe du monde», a-t-elle encore dit, s'engageant aussi à programmer des concours internationaux «trois étoiles» pour donner la chance aux cavaliers algériens de disputer les qualifications pour la coupe des nations.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:23	12:27	16:18	19:47	21:24
CONSTANTINE	03:30	12:32	16:22	19:50	21:26
ALGER	03:42	12:46	16:37	20:05	21:43
OUARGLA	03:56	12:37	16:17	19:44	21:11
CHLEF	03:52	12:53	16:43	20:10	21:46
MOSTAGANEM	03:58	12:58	16:47	20:15	21:50
ORAN	04:03	13:01	16:50	20:17	21:52

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7005 – LUNDI 31 MAI 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	25°	16°
Oran	28°	17°
Constantine	28°	11°
Ouargla	38°	24°

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Tebboune ordonne de baisser les frais de confinement

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné hier lors de la réunion du Conseil des ministres de baisser de 20 % les frais d'hébergement pour les Algériens de retour au pays, selon un communiqué du Conseil des ministres.

Après avoir écouté un rapport du Premier ministre sur l'activité du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, le Président Tebboune a ordonné de dispenser les étudiants et les personnes âgées à faible revenu parmi les Algériens de retour au pays de payer les frais d'hébergement relatifs à l'isolement, et de baisser les frais d'hébergement de 20% pour les algériens de retour au pays.

Air Algérie, avait annoncé avant-hier dans un communiqué, le programme de vols et les tarifs des voyages, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes.

Pour ce qui est des frais de confinement fixés à 41.000 DA (TTC), ils sont payables selon l'équivalent en monnaie étrangère (applicable uniquement pour destination étranger-Algérie), et couvrent les frais de transport vers le lieu du confinement,



l'hébergement en pension complète et le test COVID prévu à la fin du confinement. L'exonération des frais de confinement est entendue dans la limite de deux enfants de moins de 12 ans par famille. La compagnie aérienne a confirmé la reprise des vols à partir du 1er juin 2021, avec un vol Constantine-Tunis-Constantine tous les vendredis, Alger-Istanbul-Alger (tous les dimanches), Alger-Paris (ORY)-Alger (tous les mardis et jeudis), Alger-Marseille-Oran (tous les samedis) et celui de Alger-Barcelone-Alger (tous les mercredis).

Concernant les tarifs, Air Algérie a précisé dans son communiqué que les indications tarifaires à partir de l'étranger sont arrêtées comme suit : au départ de Tunis : 591 dinarstunisien l'aller-retour (TTC), au départ de Istanbul : 686 dollars l'aller-retour (TTC), au départ de Paris : 518 euros l'aller-retour (TTC), au départ de Marseille : 391 euros l'aller-retour (TTC) et au départ de Barcelone : 317 euros l'aller-retour (TTC). De ce qui est des conditions d'entrée en Algérie, la compagnie a expliqué qu'en plus d'un billet d'avion confirmé sur le vol réservé, les personnes de plus de 12 ans doivent être munis d'un test RT-PCR COVID négatif datant de moins de 36 heures avant la date de départ (en langue arabe, française ou anglaise), à présenter à l'enregistrement et à remettre à l'arrivée.

Nassim Mecheri

TIZI-OUZOU

Hausse du nombre de donneur de sang

LE CHU Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou fait bonne collecte de sang ou du moins en ce qui concerne cette année 2021. En effet, dans un communiqué, responsables concernés relèvent que «le centre de transfusion sanguine du CHU de Tizi-Ouzou a enregistré durant les quatre premiers mois, soit de janvier jusqu'à avril, de l'année en cours, 14 792 candidats au don de sang, soit une moyenne de 3 698 candidats mensuellement, ce qui laisse présager que le chiffre enregistré, durant l'année 2020, qui est de 34 402 candidats, sera largement dépassé».

«Parmi les 31 974 candidats retenus en 2020, peut-on lire encore dans le document, 1246 étaient des donneurs réguliers, 5701 occasionnels, et 25 027 s'étaient manifestés en contre partie». Les signataires du communiqué relèvent par ailleurs que Le centre a procédé, avec les collectes effectuées en 2020, à la préparation et distribution (au profit du CHU, des établissements de la périphérie: publics et privés, et même au profit de wilayas environnantes, notamment Bouira) de 74 562 poches (entre concentré de globules rouges, concentré plaquettaire standard, concentré de plaquettes aphérèses et plasma frais congelé)».

Le centre, selon les données du communiqué, a également effectué durant l'année 2020, en son unité de qualification biologique, à pas moins de 159 870 tests de sérologie (HIV, HBV, HCV, SYPH, et PALU). Le nombre des tests effectués durant les quatre premiers mois de 2021 s'élève à 70 170 tests. Le don de sang est et restera un geste salutaire et salvateur. Un don peut sauver une vie. En enfin, les responsables du CHU Nedir Mohemed estiment qu'»il est vital de perpétuer l'opération et encourager à en faire un geste instantané et naturel chez chaque potentiel donneur pour agrandir le cercle des donneurs réguliers, seuls garants d'une banque de sang diversifiée et pérenne».

De notre bureau, Saïd Tissegouine

MC ALGER

Bensaha, Rebiaï, Addadi et Allati suspendus par la direction

LA DIRECTION du MC Alger a annoncé dimanche sa décision de suspendre, pour des raisons disciplinaires, les joueurs Billel Bensaha, Miloud Rebiaï, Toufik Addadi, et Walid Allati, a indiqué le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué.

«La direction a tenu une réunion d'urgence pour traiter le cas de ces joueurs, apparus dans le scandale des vidéos et des photos, diffusées sur les réseaux sociaux.

e club a décidé de suspendre Bensaha, Rebiaï, Addadi, et Allati de l'équipe première, tout en leur infligeant des sanctions et d'autres mesures qui seront dévoilées prochainement, avec l'ouverture d'une enquête approfondie sur les dessous de cette affaire», a indiqué le MCA sur sa page officielle Facebook. Les quatre joueurs en question, ont été écartés de la liste des joueurs convoqués pour la réception du RC Relizane, ce dimanche au stade du 5-juillet (19h00), dans le cadre de la 24e journée du championnat.

«Le club tiens à préciser qu'il ne tolère pas tout ce qui touche au nom, à l'identité, aux valeurs, et aux principes du Mouloudia d'Alger», conclut le communiqué.

Le «Doyen», qui fête cette année le 100e anniversaire de sa création, ne lui reste que le front du championnat pour sauver sa saison, après son élimination en 1/4 de finale de la Ligue des champions et en 1/8 de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle.

R. S.

SONATRACH

Signature d'une convention de coopération avec des universités du Sud

UNE CONVENTION de coopération a été signée dimanche à Hassi-Messaoud (Ouargla) entre Sonatrach en tant que partenaire économique et des Universités dans le Sud du pays et une unité de recherche d'application dans les énergies renouvelables.

Cette relation partenariale entre dans le cadre de l'échange d'expériences et la promotion de l'innovation scientifique dans les domaines des hydrocarbures et des énergies renouvelables.

«Le groupe Sonatrach œuvre depuis février 2021 à asseoir un partenariat avec les universités algériennes pour l'exploitation des compétences scientifiques et des études académiques pour le développement de sa production et l'amélioration de ses prestations dans le domaine énergétique», a affirmé Mustapha Benamara, directeur central à Sonatrach.

Cette convention intervient après celle conclue avec les Universités dans l'Est et l'Ouest du pays et une autre prochainement avec les universités dans le Centre, a ajouté M.Benamara, signalant que des conventions de coopération ont été signées avec 19 Universités, en plus de concevoir une trentaine de projets de recherche et 13 programmes en voie d'intégration dans le programme national de la recherche scientifique.

La démarche s'insère au titre de la politique nationale de recherche et vise à faire face aux défis économiques actuels, a-t-il dit.

Le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), Abderrahmane Lakehal, a déclaré de son côté, que la signature de ce type de conventions entre les deux parties traduit une vision stratégique sectorielle conjointe impliquant la recherche scientifique, à travers la mobilisation de ses capacités et moyens, au service du développement socioéconomique, notamment le secteur énergétique, par la mise en place d'équipes de recherches mixtes. Donnant, à titre d'illustration, des indicateurs du MESRS sur le potentiel scientifique et les ressources disponibles dans le domaine de l'Energie, M.Lakehal a fait état de 75 brevets d'invention, le financement de 52 projets de recherches socioéconomiques, ainsi que de 61 laboratoires, dont 18 d'excellence regroupant d'éminents chercheurs, citant 1.050 chercheurs répartis entre neuf (9) centres de recherche.

L'initiative du groupe Sonatrach a suscité une grande satisfaction des recteurs d'Universités concernées par ces conventions, a affirmé le Recteur de l'Université de Bechar, Said Maamouri.

M. B.